

STATISTIQUES

2003-2004

La période couverte par le présent recueil débute le 1^{er} octobre 2003, jour de l'ouverture de la session ordinaire de 2003-2004, et prend fin le 30 septembre 2004, veille de l'ouverture de la session ordinaire de 2004-2005.

LISTE DES SIGLES, DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGNES

GROUPES POLITIQUES

XII^e législature :

UMP	Groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
Soc.	Groupe socialiste.
UDF	Groupe Union pour la démocratie française.
CR	Groupe des député-e-s communistes et républicains.
NI	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App.	Apparentés à un groupe.

COMMISSIONS PERMANENTES

AC	Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.
AEE	Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire.
AE	Commission des affaires étrangères.
DN	Commission de la défense nationale et des forces armées.
FI	Commission des finances, de l'économie générale et du plan.
LO	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

DIVERS

al.	Alinéa.
Art.	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CMP	Commission mixte paritaire.
Cor.	Corrigé.
DC	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
L.O.	Loi organique.
PAC	Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.
Pj AN.....	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
R.	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.

SIGNES

-	Néant.
///	Impossibilité juridique ou pratique.

SOMMAIRE

1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE	7
1.1. EFFECTIFS DES GROUPES	8
1.2. MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE	9
1.2.1. Remplaçants devenus députés	9
1.2.2. Elections partielles	9
1.2.3. Sièges vacants	9
<i>ANNEXE I. – Liste des modifications à la composition de l'Assemblée</i>	41
1.3. CONTESTATIONS D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES	9
1.4. MISSIONS TEMPORAIRES CONFIEES PAR LE GOUVERNEMENT	10
<i>ANNEXE II. – Liste des missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	43
1.5. IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES	10
1.5.1. Demandes d'autorisation d'arrestation	10
1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	10
1.6. INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES	10
2. BILAN D'ACTIVITÉ	11
2.1. CONGRÈS DU PARLEMENT	12
2.2. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE	12
2.2.1. Sessions et séances publiques	12
2.2.2. Impressions parlementaires	13
2.3. COMMISSIONS PERMANENTES ET SPÉCIALES	14
2.3.1. Travaux des commissions	14
<i>ANNEXE III. – Liste des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes</i>	45
2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs	15
2.3.2.1. Textes non budgétaires	15
2.3.2.2. Textes budgétaires	15
2.3.2.3. Rapports d'information	15
2.4. DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES	16
2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	16
2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	16
2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	16
<i>ANNEXE IV. – Liste des propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution</i> ...	46
2.4.2. Autres délégations	16
2.4.3. Offices parlementaires	16
2.5. AUTRES COMMISSIONS	17
2.5.1. Commissions d'enquête	17
<i>ANNEXE V. – Liste et travaux des commissions d'enquête constituées</i>	47
2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution	17
2.5.3. Commissions <i>ad hoc</i>	17

3. ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES	19
3.1. BILAN LÉGISLATIF	20
3.1.1. Projets de loi	20
3.1.2. Propositions de loi	21
3.1.3. Récapitulation	22
<i>ANNEXE VI. – Liste chronologique des lois promulguées</i>	48
3.2. TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LE DÉPÔT ET L'ADOPTION DÉFINITIVE	22
3.3. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE LOI	23
3.4. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	24
4. ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE	25
4.1. MODALITÉS D'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR	26
4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire	26
4.1.2. Ordre du jour complémentaire	26
4.2. PROCÉDURES SIMPLIFIÉES	26
4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R	26
4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R	26
4.3. MOTIONS DE PROCÉDURE	27
4.4. SECONDES DÉLIBÉRATIONS	27
4.5. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES ET DÉCLARATIONS D'URGENCE	28
4.5.1. Commissions mixtes paritaires	28
<i>ANNEXE VII. – Liste des commissions mixtes paritaires</i>	53
4.5.2. Déclarations d'urgence	28
4.6. AMENDEMENTS	29
4.6.1. Origine et sort des amendements	29
4.6.2. Détail des amendements présentés par les commissions	30
4.6.3. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs	30
4.7. VOTE BLOQUÉ	30
4.8. PROCÉDURES DE VOTE	30
4.8.1. Scrutins	30
<i>ANNEXE VIII. – Liste chronologique des scrutins publics</i>	55
4.8.2. Vérifications du quorum	30
4.9. INCIDENTS DE SÉANCE	31
4.9.1. Rappels au Règlement	31
4.9.2. Faits personnels	31
4.9.3. Peines disciplinaires	31
4.10. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	31
<i>ANNEXE IX. – Liste des décisions du Conseil constitutionnel</i>	77
5. DÉCLARATIONS ET DÉBATS	33
5.1. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT	34
<i>ANNEXE X. – Liste des déclarations du Gouvernement</i>	80
5.2. DÉBATS	34

6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE	35
6.1. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	36
6.2. MOTIONS DE CENSURE	36
<i>ANNEXE XI. – Liste des engagements de responsabilité du Gouvernement et des motions de censure</i>	81
7. QUESTIONS	37
7.1. QUESTIONS ORALES	38
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement	38
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat	38
7.2. QUESTIONS ÉCRITES	38
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites	38
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées	38
<i>ANNEXE XII. 1. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales</i>	82
2. – Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites	84

1

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE

1. Composition de l'Assemblée

1.1. Effectifs des groupes

Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2003			Au 30 septembre 2004		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
Union pour un mouvement populaire	353	11	364	351	10	361
Socialiste	141	8	149	141	8	149
Union pour la démocratie française	27	3	30	27	4	31
Communiste et Républicain	22	–	22	22	–	22
Total des groupes	543	22	565	541	22	563
Députés non-inscrits.....	///	///	12	///	///	11
Total des sièges pourvus			577 ⁽¹⁾			574 ⁽²⁾
Députés élus au Parlement européen.....			–			1 ⁽³⁾
Sièges vacants.....	///	///	–	///	///	2
Total des sièges			577			577

(1) Dont 70 femmes : 38 UMP, 25 Soc., 1 UDF, 4 CR, 2 non-inscrites.

(2) Dont 73 femmes : 40 UMP, 26 Soc., 1 UDF, 4 CR, 2 non-inscrites.

(3) La vacance du siège de M. Philippe de VILLIERS ne sera proclamée qu'après la confirmation de son élection au Parlement européen.

1.2. Modifications à la composition de l'Assemblée ⁽¹⁾

1.2.1. Remplaçants devenus députés : 16

(Art. L.O. 176-1 du code électoral)

Après :

– décès	2
– nomination à des fonctions ministérielles	14
– nomination au Conseil constitutionnel	–
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	–

1.2.2. Élections partielles : 3

(Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d'opérations électorales	–
– cas de vacances autres que ceux mentionnés à l'article L.O. 176 du code électoral	3
– dont démission volontaire	3
– dont démission d'office	–

1.2.3. Sièges vacants au 30 septembre 2004 : 2

(1) Voir annexe I, p. 41.

1.3. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
En instance au 1 ^{er} octobre 2003	–	–
Enregistrées en cours de période	1	1 ⁽¹⁾
Requêtes :		
– devenues sans objet	–	–
– rejetées	–	–
– suivies d'annulation	–	–
En instance au 30 septembre 2004	1	1

(1) Il s'agit du siège de la 1^{re} circonscription de la Haute-Loire.

1.4. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽¹⁾

Missions en cours au 1 ^{er} octobre 2003	14
Missions confiées au cours de la période	12
Missions en cours au 30 septembre 2004	5

1.5. Immunités parlementaires

1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée	—
--	---

1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée	—
--------------------------------	---

1.6. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel	—
--	---

(1) Voir annexe II, p. 43.

2

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par ce recueil.

2.2. Activité générale de l'Assemblée

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires ⁽¹⁾	Déclarations et censure	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire de 2003-2004 ⁽²⁾ (séances du 1 ^{er} octobre 2003 au 30 juin 2004)	113	280	1 058 h 25	707 h 55	165 h 20	56 h 45 ⁽³⁾	109 h 20	11 h 50	7 h 15 ⁽⁴⁾
Session extraordinaire de 2003-2004 ⁽⁵⁾ (séances du 1 ^{er} au 30 juillet 2004)	22	55	187 h 10	184 h 25	—	2 h 45	—	—	—
Total	135	335	1 245 h 35	892 h 20	165 h 20	59 h 30	109 h 20	11 h 50	7 h 15

(1) Concernant uniquement la première lecture du projet de loi de finances pour 2004.

(2) L'Assemblée nationale a suspendu ses travaux du 21 décembre 2003 au 4 janvier 2004, du 15 au 22 février 2004, du 7 mars au 4 avril 2004 (élections régionales et cantonales des 21 et 28 mars) et du 18 au 25 avril 2004.

(3) Dont les six débats tenus en application de l'art. 48, al. 3, C. (voir note 2, p. 26).

(4) Y compris les suspensions de séance à l'occasion de la réception dans l'hémicycle de M. Thabo Mvuyewa Mbeki, Président de la République d'Afrique du Sud le 18 novembre 2003 et de M. Hu Jintao, Président de la République populaire de Chine, le 27 janvier 2004.

(5) A la demande du Premier ministre, par décret du 25 juin 2004 portant convocation du Parlement en session extraordinaire (J.O. du 27 juin 2004).

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents ⁽¹⁾	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Allocutions	–	–	///	///	–	–
Messages du Président de la République	–	–	–	–	–	–
Déclarations du Gouvernement	8	136			8	136
Projets de loi	132	4 772	5	208	137	4 980
Propositions de loi	277	3 106	–	–	277	3 106
Propositions de résolution	49	516	–	–	49	516
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	325	10 985	–	–	325	10 985
Rapports législatifs ⁽²⁾	150	14 384	51	7 036	201	21 420
Rapports d'information ⁽³⁾	72	14 890	–	–	72	14 890
Autres rapports ⁽⁴⁾	14	1 712	–	–	14	1 712
Avis	13	1 184	54	3 204	67	4 388
Total	1 040	51 685	110	10 448	1 150	62 133

(1) Le nombre de documents imprimés tient compte de l'édition des documents rectifiés.

(2) Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

(3) Rapports d'information des commissions permanentes, des délégations et des missions d'information.

(4) Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions

	Affaires culturelles	Affaires économiques	Affaires étrangères	Défense nationale	Finances	Lois	Spéciale ⁽¹⁾	Total
Réunions :								
Nombre	67	59	60	29	68	56	12	351
Durée	105 h 05	108 h 53	68 h 48	40 h 04	115 h 56	80 h 04	20 h 11	539 h 01
<i>dont examen budgétaire</i>	13 b 45	21 b 22	5 b 05	13 b 50	51 b 11	7 b 20	–	112 b 33
Auditions :								
Membres du Gouvernement.....	17	16	16	3	20	18	3	93
Autres personnalités.....	37	16	17	38	11	10	–	129
<i>dont auditions publiques :</i>								
<i>Membres du Gouvernement</i>	13	2	1	–	6	2	2	26
<i>Autres personnalités</i>	34	–	2	–	–	–	–	36
Total	54	32	33	41	31	28	3	222
Examen des textes								
Textes renvoyés en première lecture :								
Projets de loi.....	13	10	53	3	8	23	1	111
Propositions de loi	94	34	2	7	24	130	–	291
Propositions de résolution.....	14	22	2	–	7	7	–	52
<i>dont sur PAC</i>	–	3	1	–	3	3	–	10
Total	121	66	57	10	39	160	1	454
Textes adoptés définitivement :								
Projets de loi.....	7	5	44	–	5	16	1	78
Propositions de loi	1	2	–	–	–	4	–	7
Propositions de résolution.....	2	2	–	–	2	3	–	9
<i>dont sur PAC</i>	1	2	–	–	2	2	–	7
Total	10	9	44	0	7	23	1	94
Rapports déposés								
En première lecture :								
sur des projets de loi	8	5	52	1	5	14	1	86
sur des propositions de loi	3	3	–	–	1	7	–	14
sur des propositions de résolution	10	1	1	1	5	3	–	21
<i>dont sur PAC</i>	–	1	–	–	3	2	–	6
Total	21	9	53	2	11	24	1	121
<i>dont rapports conjoints</i>	1	–	9	–	1	2	–	13
En deuxième lecture et lectures suivantes :								
sur des projets de loi	2	3	–	–	–	3	–	8
sur des propositions de loi	–	1	–	–	–	–	–	1
Total	2	4	–	–	–	3	–	9
Total des rapports	23	13	53	2	11	27	1	130
Annexes au rapport général	///	///	///	///	43	///	///	///
Avis								
sur le projet de loi de finances de l'année ...	13	17	7	10	///	8	///	55
sur d'autres projets de loi de finances.....	–	–	–	1	///	–	///	1
sur d'autres projets de loi	3	2	–	2	5	–	///	12
sur des propositions de loi	–	–	–	–	–	–	///	–
sur des propositions de résolution	–	–	–	–	–	–	///	–
<i>dont sur PAC</i>	–	–	–	–	–	–	///	–
Total	16	19	7	13	5	8	///	68
Missions d'information ⁽²⁾								
Rapports déposés	1	5	3	3	5	2	///	19
Rapports d'information budgétaires	///	///	///	///	7	///	///	7

(1) Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'assurance maladie (n° 1675).

(2) Sur les travaux de la mission d'évaluation et de contrôle et des missions d'information communes, voir annexe III, p. 45.

2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs

2.3.2.1. Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Commissions saisies au fond :						
– projets de loi	73	18	4	1	–	96
– propositions de loi	12	3	1	2	–	18
– propositions de résolution	19	1	–	–	–	20
<i>dont sur PAC</i>	5	–	–	–	–	5
Total	104	22	5	3	–	134
Commissions saisies pour avis :						
– projets de loi	13	–	–	–	–	13
– propositions de loi	–	–	–	–	–	0
– propositions de résolution	1	–	–	–	–	1
<i>dont sur PAC</i>	1	–	–	–	–	1
Total	14	–	–	–	–	14

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Commission des finances :						
– rapporteur général	4	–	–	–	–	4
– rapporteurs spéciaux	31	9	2	1	–	43
Autres commissions (avis) :						
– sur la loi de finances annuelle.....	42	7	5	2	–	56
– sur les autres lois de finances	–	–	–	–	–	0

2.3.2.3. Rapports d'information ⁽¹⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Rapports d'information	20	4	1	1	–	26
Rapports d'information budgétaire	6	1	–	–	–	7

(1) Cette rubrique ne prend en compte que les rapports d'information des commissions permanentes.

2.4. Délégations et offices parlementaires

2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

Réunions		Auditions		Nombre de		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution examinés	Propositions de résolution déposées
37	60 h 05	8	8	31 ⁽¹⁾	259	8

2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽²⁾

Textes en instance au 1 ^{er} octobre 2003	285
Textes transmis durant la période	325
Textes retirés ou devenus définitifs	228
Textes en instance au 30 septembre 2004	382

2.4.2. Autres délégations

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire	15	20 h 00	–	15	3
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	24	34 h 10	–	32	3

2.4.3. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	11	26 h 30	3	48	4
Office parlementaire d'évaluation de la législation	–	–	–	–	–
Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé	4	5 h 55	–	–	2

(1) Dont 8 rapports d'information examinant, en application de l'article 151-1 du Règlement, l'ensemble des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution et concluant, pour certains d'entre eux, à des propositions de résolution.

(2) Voir annexe IV la liste des propositions de résolution adoptées sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution (p. 46). Voir aussi, ci-après, 3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution.

2.5. Autres commissions

2.5.1. Commissions d'enquête ⁽¹⁾

– Commissions constituées durant la période	1
– Rapports déposés	1

2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution

Cette commission s'est réunie le 2 octobre 2003 afin d'élire son bureau.

2.5.3. Commissions *ad hoc*

Aucune commission *ad hoc* n'a été constituée durant la période couverte par ce recueil.

(1) Voir Annexe V, p. 47, la liste et travaux des commissions d'enquête.

3

ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES

3. Etat d'examen des textes

3.1. Bilan législatif

3.1.1. Projets de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	A l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée depuis le 1 ^{er} octobre 2003	81	29	110 ⁽²⁾
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2003.....	27	18	45
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2003	31	1	32
Total.....	139	48	187
Textes retirés.....	–	–	–
Total des textes pris en compte	139	48	187

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale	///	2	–	–	3	5
	Au Sénat	25	2	–	–	11	38
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale	26	1	–	–	–	27
	Au Sénat	///	3	–	–	5	8
Total		51	8	–	–	19	78 ⁽³⁾
Rejets		–	–	–	–	///	–

En instance au 30 septembre 2004		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
A l'Assemblée nationale		62	2	–	–	–	64
Au Sénat.....		40 ⁽⁴⁾	5	–	–	–	45
Total.....		102	7	–	–	–	109

(1) Il s'agit uniquement des projets de loi déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Dont 2 projets de loi organique.

(3) Dont 1 projet de loi constitutionnelle et 2 projets de loi organique.

(4) Il s'agit uniquement des projets de loi déposés en premier lieu à l'Assemblée nationale et adoptés par celle-ci.

3.1.2. Propositions de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	à l'Assemblée nationale	au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés à l'Assemblée depuis le 1 ^{er} octobre 2003	283	9	292 ⁽²⁾
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2003	438	48	486
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2003.....	48	5	53
Total	769	62	831
Textes retirés.....	2	///	2
Total des textes pris en compte	767	62	829

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale	///	–	–	–	–	–
	Au Sénat	3 ⁽³⁾	–	–	–	–	3
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale	5	–	–	–	–	5
	Au Sénat	///	–	–	–	–	–
Total.....		8	–	–	–	–	8
Rejets		6 ⁽⁴⁾	–	–	–	–	6

En instance au 30 septembre 2004		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
A l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale	772	2	–	–	–	774
	Au Sénat	33 ⁽⁵⁾	8	–	–	–	41
Total.....		805	10	–	–	–	815

(1) Il s'agit uniquement des propositions de loi déposées au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Dont 12 propositions de loi constitutionnelle et 6 propositions de loi organique.

(3) Dont la proposition de loi n° 489 jointe à la proposition de loi n° 418.

(4) Proposition de loi n° 1199 tendant à créer un service civique pour tous les jeunes (J.O. AN du 26 novembre 2003) ; proposition de loi n° 1194 portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire (J.O. AN du 28 novembre 2003) ; proposition de loi n° 966 tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées (J.O. AN du 16 janvier 2004) ; proposition de loi n° 1390 tendant à instaurer des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations (J.O. AN du 3 mars 2004) ; proposition de loi n° 1191 contre la précarité de l'emploi (J.O. AN du 5 mars 2004) ; proposition n° 1304 relative au renforcement de la responsabilité individuelle des dirigeants et mandataires sociaux dans les sociétés anonymes ainsi qu'à la transparence et au contrôle de leur rémunération dans les sociétés cotées (J.O. AN du 12 mai 2004).

(5) Il s'agit uniquement des propositions déposées en premier à l'Assemblée nationale et adoptées par celle-ci.

3.1.3. Récapitulation

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées ⁽¹⁾
Projets de loi	187	78 ⁽²⁾	77 ⁽³⁾
Propositions de loi	829	8 ⁽⁴⁾	7
Total	1 016	86	84

3.2. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 9 mois	9 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans	Durée moyenne
Projets	Dépôts Assemblée nationale	1	5	5	5	4	12	9	2	270 jours
	Dépôts Sénat	1	2	1	9	6	9	5	2	264 jours
Propositions	Dépôts Assemblée nationale	–	1	–	–	–	–	1	–	228 jours
	Dépôts Sénat	–	2	1	1	1	–	–	–	95 jours

(1) Voir annexe VI, p. 48, la liste chronologique des lois promulguées.

(2) Ce nombre prend en compte le projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement adopté définitivement par les deux assemblées, qui n'a pas été soumis à l'approbation du Congrès durant la période couverte par ce recueil.

(3) Dont 44 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

(4) Ce nombre prend en compte la proposition de loi n° 489 jointe à la proposition de loi n° 418 portant diverses dispositions relatives aux droits des mineurs et aux mines.

3.3. Répartition par groupe des propositions de loi

Propositions	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Enregistrées.....	201	22	32	21	7	283
Irrecevables au dépôt (art. 40 C.).....	–	–	–	–	–	–
Déposées	201	22	32	21	7	283
Retirées.....	–	1	1	–	–	2
Irrecevables en séance :						
– art. 40 C.	–	–	–	–	–	–
– art. 41 C.	–	–	–	–	–	–
Rejetées	–	3	1	2	–	6 ⁽¹⁾
Adoptées définitivement	3	–	–	–	–	3 ⁽²⁾

(1) Cf. note 4 (p. 21).

(2) Ce nombre prend en compte les propositions examinées conjointement, Cf. note 3 (p. 21).

3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution

Objet de la proposition	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Modification du Règlement :						
• déposées	–	–	–	–	–	–
• adoptées	1	–	–	–	–	1
Constitution de commission d'enquête :						
• déposées	7	10	2	15	6	40
• rejetées	–	1	–	–	–	1
• adoptées	1	1	1	1	–	4 ⁽¹⁾
Sur propositions d'actes communautaires :						
• déposées :						
– par un rapporteur de la délégation UE	7	1	–	–	–	8
– par un député	–	1	–	–	–	1
• considérées comme adoptées	3	1	–	–	–	4
• adoptées en séance publique	3	–	–	–	–	3
Suspension de détention ou de poursuites :						
• déposées	–	–	–	–	–	–
• adoptées.....	–	–	–	–	–	–
Mise en accusation devant la Haute Cour de justice :						
• déposées	–	–	–	–	–	–
• adoptées.....	–	–	–	–	–	–

(1) Ce nombre prend en compte les propositions de résolution examinées conjointement.

4

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire en application de l'art. 48, al. 3, C.

Nombre de séances	17
– soit en heures	46 h 15
Nombre de textes examinés	11
<i>dont :</i>	
– propositions de loi	9
– propositions de résolution	2 ⁽¹⁾
Nombre de débats	6 ⁽²⁾

4.1.2. Ordre du jour complémentaire

Nombre de séances	–
– soit en heures	–
Nombre de textes examinés	–
<i>dont :</i>	
– propositions de loi	–
– propositions de résolution	–

(1) Il s'agit d'une proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale et d'une proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête.

(2) 5 débats à l'initiative du groupe UMP sur les suites du sommet de Cancun le 9 octobre 2003, la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève le 9 décembre 2003, les perspectives de l'intégration et de l'égalité des chances le 10 février 2004, la politique de gestion durable des déchets ménagers et assimilés le 13 avril 2004 et les modalités d'application de la réforme de la politique agricole commune le 15 juin 2004, et 1 débat à l'initiative du groupe UDF sur la politique de l'audiovisuel et de la presse en France le 13 janvier 2004.

4.2. Procédure d'examen simplifiée

4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R.

Textes ayant fait l'objet d'une demande	8 ⁽¹⁾
– oppositions	–
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	8

4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R. (traités ou conventions)

Textes ayant fait l'objet d'une demande	45
– oppositions	–
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	45

(1) Il s'agit de projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux.

4.3. Motions de procédure

(Art. 91 et 128 du Règlement) ⁽¹⁾

	Mises aux voix	Adoptées
Exception d'irrecevabilité	38	–
Question préalable	28	–
Renvoi en commission	21	–
Demande d'ajournement	2	–

(1) Ces nombres concernent uniquement les motions discutées sur les textes examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

4.4. Secondes délibérations

Demandes :

– du Gouvernement	10 ⁽¹⁾
– d'une commission	2 ⁽¹⁾
– d'un député	1 ⁽²⁾

(1) Le projet de loi relatif aux responsabilités locales a fait l'objet d'une double demande.

(2) Cette demande, portant sur l'article 3 du projet de loi de finance rectificative pour 2003, a été rejetée par l'Assemblée nationale lors de la 2^e séance du 4 décembre 2003 (voir J.O. du 5 décembre 2003, page 11823).

4.5. Commissions mixtes paritaires et déclarations d'urgence

4.5.1. Commissions mixtes paritaires ⁽¹⁾

	Projets	Propositions	Total
1. Demandes, après :			
• Première lecture (<i>urgence, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale</i>)	14	–	14
• Deuxième lecture	5	–	5
• Lectures suivantes.....	–	–	–
Total.....	19	–	19
2. Rapports déposés :			
• Rapports positifs.....	19	–	19
• Rapports négatifs.....	–	–	–
Total.....	19	–	19
3. Suite de la procédure :			
• Adoption conforme sur le texte CMP	19	–	19
– dont à l'Assemblée nationale	8	–	8
• avec amendements.....	3	–	3
• sans amendement	5	–	5
– dont au Sénat	11	–	11
• avec amendements.....	7	–	7
• sans amendement	4	–	4
• Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	–	–	–
• Adoption en lecture définitive	–	–	–
– dernier texte Assemblée nationale	–	–	–
• avec amendements.....	–	–	–
• sans amendement	–	–	–
– Texte CMP	–	–	–
• Textes restant en instance.....	–	–	–
Total.....	19	–	19

(1) Voir annexe VII, p. 53.

4.5.2. Déclarations d'urgence

Déclarations d'urgence	13
dont :	
– sur des projets de loi	13
– sur des propositions de loi	–

4.6. Amendements

4.6.1. Origine et sort des amendements

Amendements transmis à la Présidence ⁽¹⁾	Gouvernement	Commissions	Députés (auteur ou premier signataire)					Total
			UMP	Soc.	UDF	CR	NI	
Enregistrés	701	2 780	3 909	10 409	1 014	7 730	530	27 073 ⁽²⁾
Irrecevables au dépôt :								
– Art. 40 C ou L.O. relative aux lois de finances ⁽³⁾	///	79	368	866	96	438	45	1 892
– Art. L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale ⁽⁴⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
Irrecevables en séance :								
– Art. 40 C ou L.O. relative aux lois de finances ⁽³⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale ⁽⁴⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 41 C ⁽⁵⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 44 C ⁽⁶⁾	///	///	–	–	–	–	–	–
– Art. 98, alinéa 5 R ⁽⁷⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 127 R ⁽⁸⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
Recevables	701	2 701	3 541	9 543	918	7 292	485	25 181
Retirés avant discussion	44	91	315	145	73	138	19	825
Adoptés	613	2 127	874	348	93	112	19	4186

(1) Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Dont 8 495 amendements déposés sur le projet de loi relatif à l'assurance maladie, 4 876 sur le projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales (deuxième lecture) et 1 960 sur le projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz.

(3) Irrecevabilité financière : création ou aggravation d'une charge publique ou diminution des ressources publiques ou ne relevant pas du domaine de la loi de finances.

(4) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine des lois de financement de la sécurité sociale.

(5) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi.

(6) Irrecevabilité des amendements non soumis antérieurement à la commission.

(7) Irrecevabilité des amendements « hors du cadre » du projet ou de la proposition de loi.

(8) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi organique.

4.6.2. Détail des amendements présentés par les commissions

Détail des amendements présentés par les commissions	Signés par le rapporteur seul	Contresignés par un commissaire (auteur ou premier signataire)					Total
		UMP	Soc.	UDF	CR	NI	
Enregistrés	2 199	336	105	80	47	13	2 780
Irrecevables	69	3	3	2	–	2	79
Recevables	2 130	333	102	78	47	11	2 701
Retirés avant discussion	69	14	4	2	1	1	91
Adoptés	1 769	230	58	50	16	4	2 127

4.6.3. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs ⁽¹⁾

Nombre d'amendements adoptés ⁽²⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200
Nombre de textes définitifs.....	52 ⁽³⁾	5	5	5	6	3	4	5

(1) Voir aussi annexe VI, p. 48, liste chronologique des lois promulguées.

(2) Ces nombres concernent les amendements adoptés à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

(3) Dont 44 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux (art. 128 du Règlement).

4.7. Vote bloqué

Nombre de demandes 3

4.8. Procédures de vote

4.8.1. Scrutins (1)

Scrutins publics ordinaires.....	337
<i>dont :</i>	
– sur des motions de procédure	12
– sur le passage à la discussion des articles	2
– sur une demande de constitution de commission spéciale.....	–
– sur des textes	323
Scrutins publics à la tribune.....	–
Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances	3
<i>dont :</i>	
– à l'Assemblée nationale.....	3
– au Congrès du Parlement	–
Scrutins secrets dans les salles voisines de la salle des séances	–

4.8.2. Vérification du quorum..... 7

(1) Dont 18 scrutins décidés en application de l'article 65-1 du Règlement. Voir annexe VIII, p. 55, la liste chronologique des scrutins.

4.9. Incidents de séance

4.9.1. Rappels au Règlement	228
4.9.2. Faits personnels	3
4.9.3. Peines disciplinaires	–

4.10. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽¹⁾

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution	2
Application de l'article 41 de la Constitution.....	–
Application de l'article 54 de la Constitution.....	–
Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution.....	4
<i>dont :</i>	
– <i>lois organiques</i>	2
– <i>règlement des Assemblées</i>	2
Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	17
Autres décisions	–

(1) Voir annexe IX, p. 77.

5

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats

5.1. Déclarations du Gouvernement ⁽¹⁾ 6

(Article 132 du Règlement)

dont :

- avec débat 6
- sans débat -

5.2. Débats ⁽²⁾

Application de l'article 143, alinéa 2, du Règlement -

(1) Voir annexe X, p.80.

(2) Non compris les 6 débats tenus dans le cadre des séances mensuelles d'initiative parlementaire en application de l'art. 48, al. 3, C., Cf. note 2 (p. 26).

6

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure ⁽¹⁾

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution.....	1
<i>dont :</i>	
– <i>sur son programme</i>	–
– <i>sur une déclaration de politique générale</i>	1
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	1

6.2. Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution	1
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	1

(1) Voir annexe XI, p. 81.

7

QUESTIONS

7. Questions ⁽¹⁾

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement

Groupes	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions posées	427	185	62	62	8	744 (*)

(*) Nombre de séances : 62.

7.1.2. Répartition par groupes des questions orales sans débat

Groupes	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions posées	235	100	34	31	5	405 (*)

(*) Nombre de séances : 17.

7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites et des réponses publiées du 1^{er} octobre 2003 au 30 septembre 2004

Groupes	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions publiées	14 738	5 010	1 273	870	199	22 090
Nombre de questions après retrait.....	14 540	4 930	1 263	868	198	21 799
Nombre de réponses.....	12 351	4 314	1 021	743	218	18 647

7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites « signalées » ^(*) (35 semaines)

Groupes	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions	350	140	70	70	0	630

(*) Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et « signalées » chaque semaine de la session ordinaire à l'attention du Gouvernement qui s'engage à apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours.

(1) La répartition des réponses des ministres aux questions orales et écrites figure en annexe XII, pp. 82 à 84.

ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée

Remplaçants devenus députés

Cause et date du remplacement	Député remplacé	Circonscription	Nom du remplaçant	Notification du remplacement
Décès :				
– 13 janvier 2004 (J.O. 15 janvier 2004)	Marcel CABIDDU (Soc.)	Pas-de-Calais (11 ^e)	Odette DURIEZ (Soc.)	14 janvier 2004 (J.O. 15 janvier 2004)
– 27 mars 2004 (J.O. 31 mars 2004)	Claude GIRARD (UMP)	Doubs (1 ^{re})	Françoise BRANGET (UMP)	30 mars 2004 (J.O. 31 mars 2004)
Nomination à des fonctions ministérielles :				
– 31 mars 2004 (J.O. 1 ^{er} avril 2004)	Philippe DOUSTE-BLAZY (UMP)	Haute-Garonne (1 ^{re})	Bernadette PAIX (UMP)	1 ^{er} mai 2004 (J.O. 4 mai 2004)
– 31 mars 2004 (J.O. 1 ^{er} avril 2004)	Renaud DONNEDIEU de VABRES (UMP)	Indre-et-Loire (1 ^{re})	Pascal MÉNAGE (UMP)	1 ^{er} mai 2004 (J.O. 4 mai 2004)
– 31 mars 2004 (J.O. 1 ^{er} avril 2004)	Marie-Josée ROIG (UMP)	Vaucluse (1 ^{re})	Alain CORTADE (UMP)	1 ^{er} mai 2004 (J.O. 4 mai 2004)
– 31 mars 2004 (J.O. 1 ^{er} avril 2004)	Henri CUQ (UMP)	Yvelines (9 ^e)	Pierre AMOUROUX (UMP)	1 ^{er} mai 2004 (J.O. 4 mai 2004)
– 31 mars 2004 (J.O. 1 ^{er} avril 2004)	François d'AUBERT (UMP)	Mayenne (1 ^{re})	Henri HOUDOUIN (UMP)	1 ^{er} mai 2004 (J.O. 4 mai 2004)
– 31 mars 2004 (J.O. 1 ^{er} avril 2004)	Marie-Anne MONTCHAMP (UMP)	Val-de-Marne (7 ^e)	Olivier DOSNE (UMP)	1 ^{er} mai 2004 (J.O. 4 mai 2004)
– 31 mars 2004 (J.O. 1 ^{er} avril 2004)	Laurent HÉNART (UMP)	Meurthe-et-Moselle (1 ^{re})	Corinne MARCHAL- TARNUS (UMP)	1 ^{er} mai 2004 (J.O. 4 mai 2004)
– 31 mars 2004 (J.O. 1 ^{er} avril 2004)	Marc-Philippe DAUBRESSE (UMP)	Nord (4 ^e)	Jacques HOUSSIN (UMP)	1 ^{er} mai 2004 (J.O. 4 mai 2004)
– 31 mars 2004 (J.O. 1 ^{er} avril 2004)	Catherine VAUTRIN (UMP)	Marne (2 ^e)	Philippe FENEUIL (UMP)	1 ^{er} mai 2004 (J.O. 4 mai 2004)
– 31 mars 2004 (J.O. 1 ^{er} avril 2004)	Xavier BERTRAND (UMP)	Aisne (2 ^e)	Pascale GRUNY (app. UMP)	1 ^{er} mai 2004 (J.O. 4 mai 2004)
– 31 mars 2004 (J.O. 1 ^{er} avril 2004)	Eric WOERTH (UMP)	Oise (4 ^e)	Christian PATRIA (UMP)	1 ^{er} mai 2004 (J.O. 4 mai 2004)
– 31 mars 2004 (J.O. 1 ^{er} avril 2004)	François GOULARD (UMP)	Morbihan (4 ^e)	Josiane BOYCE (UMP)	1 ^{er} mai 2004 (J.O. 4 mai 2004)
– 31 mars 2004 (J.O. 1 ^{er} avril 2004)	Philippe BRIAND ⁽¹⁾ (UMP)	Indre-et-Loire (5 ^e)	–	–
– 31 mars 2004 (J.O. 1 ^{er} avril 2004)	Nicolas FORISSIER (UMP)	Indre (2 ^e)	Bernard POUSSET (UMP)	1 ^{er} mai 2004 (J.O. 4 mai 2004)
– 14 avril 2004 (J.O. 15 avril 2004)	Frédéric de SAINT-SERNIN (UMP)	Dordogne (3 ^e)	Bernard MAZOUAUD (UMP)	15 mai 2004 (J.O. 16 mai 2004)

(1) M. Philippe BRIAND a renoncé à ses fonctions ministérielles le 14 avril 2004.

Élections partielles

Causes de l'élection	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Nom de l'élu	Date de proclamation
Démissions volontaires :				
– 20 avril 2004 (J.O. 21 avril 2004)	Damien ALARY (Soc.)	Gard (5 ^e)	William DUMAS (Soc.)	20 juin 2004 (J.O. 21 juin 2004)
– 29 avril 2004 (J.O. 30 avril 2004)	Gilbert GANTIER (app. UDF)	Paris (15 ^e)	Bernard DEBRÉ (app. UDF)	27 juin 2004 (J.O. 28 juin 2004)
– 6 mai 2004 (J.O. 7 mai 2004)	Jacques BARROT (UMP)	Haute-Loire (1 ^{re})	Laurent WAUQUIEZ (UMP)	5 juillet 2004 (J.O. 6 juillet 2004)

Sièges vacants

Causes de l'élection	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Date de vacance
Décès :			
– 10 septembre 2004 (J.O. 14 septembre 2004)	André SAMITIER (app. UMP) ⁽¹⁾	Yvelines (8 ^e)	14 septembre 2004
Démissions volontaires :			
– 30 septembre 2004 (J.O. 1 ^{er} octobre 2004)	Alain JUPPÉ (UMP)	Gironde (2 ^e)	1 ^{er} octobre 2004

(1) Suppléant de M. Pierre Bédier, nommé membre du Gouvernement le 17 juin 2002.

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Députés concernés	Ministre concerné	Date du début et de la fin de la mission
Jean-Claude FLORY (UMP) Ardèche	– Écologie et développement durable	8 avril 2003 - 6 octobre 2003
Michel HUNAUT (UMP) Loire-Atlantique	– Affaires européennes	24 avril 2003 - 15 octobre 2003
Emmanuel HAMELIN (UMP) Rhône	– Jeunesse, éducation nationale et recherche – Culture et communication – Recherche et nouvelles technologies	21 mai 2003 - 21 novembre 2003
André THIEN AH KOON (App. UMP) Réunion	– Affaires étrangères	11 juin 2003 - 10 décembre 2003
Christian PHILIP (UMP) Rhône	– SE transports et mer	23 juin 2003 - 30 novembre 2003
Bernard BROCHAND (UMP) Alpes-Maritimes	– Premier ministre	26 juin 2003 - 20 décembre 2003
Philippe VITEL (UMP) Var	– SE Affaires étrangères	15 juillet 2003 - 1 ^{er} décembre 2003
Olivier JARDÉ (UDF) Somme	– Justice – Santé	23 juillet 2003 - 31 décembre 2003
Brigitte LE BRETHON (UMP) Calvados	– SE transports et mer	29 juillet 2003 - 31 décembre 2003
Christian MÉNARD (UMP) Finistère	– Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	30 juillet 2003 - 31 décembre 2003
Francis HILLMEYER (UDF) Haut-Rhin	– Équipement, transports, logement, tourisme et mer	27 août 2003 - 31 décembre 2003
Pierre LANG (UMP) Moselle	– Écologie et développement durable	18 septembre 2003 - 1 ^{er} mars 2004
Pierre MOREL-A-L'HUISSIER (UMP) Lozère	– SE anciens combattants	23 septembre 2003 - 1 ^{er} mars 2004
Christian BLANC (App. UDF) Yvelines	– Fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire	30 septembre 2003 - 29 mars 2004
Marc LAFFINEUR (UMP) Maine-et-Loire	– Affaires étrangères – Économie, finances et industrie	7 octobre 2003 - 31 décembre 2003
Jean-Paul ANCIAUX (UMP) Saône-et-Loire	– Jeunesse, éducation nationale et recherche – Équipement, transports, logement, tourisme et mer	9 octobre 2003 - 16 février 2004
Lionnel LUCA (UMP) Alpes-Maritimes	– Santé, famille et personnes handicapées – SE PME, commerce, artisanat, professions libérales et consommation	10 novembre 2003 - 9 mai 2004
Yves BUR (UMP) Bas-Rhin	– Santé, famille et personnes handicapées – SE PME, commerce, artisanat, professions libérales et consommation	10 novembre 2003 - 9 mai 2004
Eric RAOULT (UMP) Seine-Saint-Denis	– Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales – Santé, famille et personnes handicapées	20 novembre 2003 - 15 mai 2004
Christian KERT (UMP) Bouches-du-Rhône	– Culture et communication	23 décembre 2003 - 22 juin 2004
Béatrice PAVY (UMP) Sarthe	– Jeunesse, éducation nationale et recherche	12 janvier 2004 - 30 juin 2004

Députés concernés	Ministre concerné	Date du début et de la fin de la mission
Robert PANDRAUD (UMP) Seine-Saint-Denis	– Emploi, travail et cohésion sociale	24 mai 2004
Jean-Luc WARSMANN (UMP) Ardennes	– Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales	22 juillet 2004
Jean-Michel BERTRAND (UMP) Ain	– Équipement, transports, logement, tourisme et mer	29 juillet 2004
Jérôme CHARTIER (UMP) Val-d'Oise	– Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	30 août 2004
Pierre MORANGE (UMP) Yvelines	– Coopération, développement et francophonie	16 septembre 2004

Annexe III

Mission d'évaluation et de contrôle

Objet de la mission	Réunions		Auditions		Rapport n°
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Direction du service national et journée d'appel de préparation à la défense	5	10 h 35	–	12	1721 7 juillet 2004
Clarification des relations financières entre le système ferroviaire et ses partenaires publics	13	33 h 55	–	28	1725 8 juillet 2004

Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Domaine de la mission	Commissions permanentes concernées	Nomination de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date du dépôt du rapport
				Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Mission d'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail	AC AEE FI	9 octobre 2003	28 octobre 2003	28	63 h 00	–	54	1544 14 avril 2004

Missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 3 du Règlement

Domaine de la mission	Nomination de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date du dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Mission d'information sur la question du port des signes religieux à l'école *	27 mai 2003	4 juin 2003	16	29 h 30	3	47	1275 4 décembre 2003
Mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie	2 octobre 2003	15 octobre 2003	44	105 h 30	3	84	1708 30 juin 2004
Mission d'information sur la sécurité du transport aérien de voyageurs	13 janvier 2004	21 janvier 2004	17	42 h 45	3	102	1717 7 juillet 2004
Mission d'information sur la problématique de l'assurance maladie	13 avril 2004	16 avril 2004	11	31 h 00	3	41	1617 25 mai 2004

* Les statistiques relatives à la mission d'information sur la question du port des signes religieux à l'école concernent les travaux tenus par cette dernière entre le 1^{er} octobre 2003 et le 4 décembre 2003, date du dépôt de son rapport.

Annexe IV

Propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	N ^{os} des propositions de résolution (n ^o du rapport, commission saisie au fond)	Considérées comme définitives le
Contrôle des concentrations entre entreprises (E 2176)	N ^{os} 1159 (et 1242, AEE)	4 décembre 2003
Taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée (E 2365)	N ^{os} 1161 (et 1243, FI)	21 décembre 2003
Sanctions pénales en cas de pollution causée par les navires (E 2244/E 2291)	N ^{os} 1240 (et 1458, LO)	11 mars 2004
Avant-projet de budget général de la Commission européenne pour l'exercice 2005 (E 2605)	N ^{os} 1723 (et 1724, FI)	19 juillet 2004

Propositions de résolution adoptées en séance publique

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	N ^{os} des propositions de résolution (n ^o du rapport, commission saisie au fond)	Date d'adoption
Diversité linguistique dans l'Union européenne (E 2024/E 2182/E 2275-1)	N ^{os} 907 (et 1020, AC)	6 janvier 2004
Deuxième paquet ferroviaire (E 1932/E 1936/E 1937/E 1941)	N ^{os} 712 (et 897, AEE)	7 janvier 2004
Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (E 2447)	N ^{os} 1478 (et 1545, LO)	11 mai 2004

Annexe V

Liste des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Date de la création	Date de la nomination du bureau	Rapport n° et date de dépôt
Conséquences sanitaires et sociales de la canicule	7 octobre 2003	21 octobre 2003	1455 25 février 2004

Travaux des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Auditions			
			Auditions		dont ouvertes à la presse	
	Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités
Conséquences sanitaires et sociales de la canicule	17	46 h 20	4	43	4	43

Liste chronologique des lois promulguées ^{(1) (2) (3)}

1. 16 octobre 2003. – Loi n° 2003-984 autorisant l'approbation de la décision du Conseil modifiant l'Acte portant élection des représentants au Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76/787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976 (ensemble une annexe). (*J.O.* du 17 octobre 2003.) (Pj S.).
2. 16 octobre 2003. – Loi n° 2003-985 autorisant l'adhésion de la France au protocole de 1996 à la convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets. (*J.O.* du 17 octobre 2003.) (Pj S.).
3. 16 octobre 2003. – Loi n° 2003-986 autorisant l'approbation de la convention sur les polluants organiques persistants (ensemble six annexes). (*J.O.* du 17 octobre 2003.) (Pj S.).
4. 16 octobre 2003. – Loi n° 2003-987 autorisant l'approbation de la convention sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (ensemble cinq annexes). (*J.O.* du 17 octobre 2003.) (Pj S.).
5. 7 novembre 2003. – Loi n° 2003-1058 portant règlement définitif du budget de 2002. (*J.O.* du 8 novembre 2003.) (Pj AN).
6. 26 novembre 2003 *. – Loi n° 2003-1119 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité. (*J.O.* du 27 novembre 2003.) (Pj AN) (190 adts).
7. 2 décembre 2003. – Loi n° 2003-1143 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions (ensemble un protocole). (*J.O.* du 3 décembre 2003.) (Pj S.).
8. 2 décembre 2003. – Loi n° 2003-1144 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire, d'autre part (ensemble six annexes, sept protocoles, un acte final, cinq déclarations communes et neuf déclarations unilatérales). (*J.O.* du 3 décembre 2003.) (Pj S.).
9. 2 décembre 2003. – Loi n° 2003-1145 autorisant la ratification de l'accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part (ensemble dix annexes, deux protocoles, un acte final et quatorze déclarations). (*J.O.* du 3 décembre 2003.) (Pj S.).
10. 2 décembre 2003. – Loi n° 2003-1146 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, (ensemble deux annexes, cinq protocoles, un acte final, treize déclarations communes et deux déclarations unilatérales). (*J.O.* du 3 décembre 2003.) (Pj S.).
11. 2 décembre 2003. – Loi n° 2003-1147 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud. (*J.O.* du 3 décembre 2003.) (Pj S.).
12. 10 décembre 2003 *. – Loi n° 2003-1176 modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile. (*J.O.* du 11 décembre 2003.) (Pj AN) (30 adts).
13. 18 décembre 2003 *. – Loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 n° 2003-1199. (*J.O.* du 19 décembre 2003.) (Pj AN) (140 adts).
14. 18 décembre 2003 *. – Loi n° 2003-1200 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité. (*J.O.* du 19 décembre 2003.) (Pj S.) (69 adts).
15. 18 décembre 2003. – Loi n° 2003-1201 relative à la parité entre hommes et femmes sur les listes de candidats à l'élection des membres de l'Assemblée de Corse. (*J.O.* du 19 décembre 2003.) (Pj S.).
16. 19 décembre 2003. – Loi n° 2003-1210 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovaquie. (*J.O.* du 20 décembre 2003.) (Pj AN).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Voir les tomes 100, 101 et 102 du Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires.

(3) Le titre de la loi est, éventuellement, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

17. 19 décembre 2003. – Loi n° 2003-1211 autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres complétant l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière du 3 octobre 1997. (*J.O.* du 20 décembre 2003.) (Pj AN).
18. 22 décembre 2003. – Loi n° 2003-1223 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à une coopération sur l'observation de la Terre. (*J.O.* du 23 décembre 2003.) (Pj AN).
19. 22 décembre 2003. – Loi n° 2003-1224 autorisant l'approbation de l'accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin. (*J.O.* du 23 décembre 2003.) (Pj AN).
20. 30 décembre 2003 *. – Loi de finances pour 2004, n° 2003-1311. (*J.O.* du 31 décembre 2003.) (Pj AN) (199 adts).
21. 30 décembre 2003 *. – Loi de finances rectificative pour 2003, n° 2003-1312. (*J.O.* du 31 décembre 2003.) (Pj AN) (84 adts).
22. 31 décembre 2003. – Loi n° 2003-1365 relative aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom. (*J.O.* du 1^{er} janvier 2004.) (Pj S.) (11 adts).
23. 31 décembre 2003. – Loi n° 2003-1366 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires sur la conduite des activités relatives aux installations de surveillance internationale, y compris les activités postérieures à la certification (ensemble une annexe). (*J.O.* du 1^{er} janvier 2004.) (Pj S.).
24. 31 décembre 2003. – Loi n° 2003-1367 autorisant l'approbation de l'accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale. (*J.O.* du 1^{er} janvier 2004.) (Pj S.).
25. 31 décembre 2003. – Loi n° 2003-1368 autorisant l'approbation du traité entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la mise en œuvre de contrôles frontaliers dans les ports maritimes de la Manche et de la mer du Nord des deux pays. (*J.O.* du 1^{er} janvier 2004.) (Pj S.).
26. 2 janvier 2004. – Loi n° 2004-1 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance. (*J.O.* du 3 janvier 2004.) (Pj S.) (15 adts).
27. 14 janvier 2004. – Loi n° 2004-53 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud relatif à la coopération dans le domaine de la défense. (*J.O.* du 15 janvier 2004.) (Pj AN).
28. 14 janvier 2004. – Loi n° 2004-54 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine relatif à la coopération dans le domaine de la défense. (*J.O.* du 15 janvier 2004.) (Pj AN).
29. 14 janvier 2004. – Loi n° 2004-55 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement français et le Gouvernement macédonien en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune. (*J.O.* du 15 janvier 2004.) (Pj S.).
30. 14 janvier 2004. – Loi n° 2004-56 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie sur l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre. (*J.O.* du 15 janvier 2004.) (Pj AN).
31. 14 janvier 2004. – Loi n° 2004-57 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole). (*J.O.* du 15 janvier 2004.) (Pj AN).
32. 19 janvier 2004. – Loi n° 2004-70 autorisant l'approbation du protocole d'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif au raccordement du Grand-Duché de Luxembourg au TGV est-européen (ensemble trois annexes). (*J.O.* du 20 janvier 2004.) (Pj S.).
33. 3 février 2004. – Loi n° 2004-105 portant création de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs et diverses dispositions relatives aux mines. (*J.O.* du 4 février 2004.) (Pn AN) (6 adts).
34. 6 février 2004. – Loi n° 2004-109 autorisant l'approbation de l'accord sur la conservation des cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone atlantique adjacente. (*J.O.* du 7 février 2004.) (Pj S.).
35. 6 février 2004. – Loi n° 2004-110 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à la coopération dans le domaine de la défense. (*J.O.* du 7 février 2004.) (Pj S.).
36. 6 février 2004. – Loi n° 2004-111 autorisant la ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et la Confédération suisse portant rectifications de la frontière entre les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie et le canton de Genève. (*J.O.* du 7 février 2004.) (Pj S.).

-
37. 11 février 2004. – Loi n° 2004-130 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires, des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques. (*J.O.* du 12 février 2004.) (Pj S.) (38 adts).
38. 16 février 2004. – Loi n° 2004-146 autorisant la ratification des conventions de l'Organisation internationale du travail n° 163, concernant le bien-être des gens de mer, en mer et dans les ports, n° 164 concernant la protection de la santé et les soins médicaux des gens de mer, n° 166 concernant le rapatriement des marins, n° 178 concernant l'inspection des conditions de travail et de vie des gens de mer, n° 179 concernant le recrutement et le placement des gens de mer, n° 180 concernant la durée du travail des gens de mer et les effectifs de navires, n° 185 concernant les pièces d'identité des gens de mer (révisée), et du protocole relatif à la convention n° 147 concernant les normes minima à observer sur les navires marchands. (*J.O.* du 17 février 2004.) (Pj AN) (3 adts).
39. 16 février 2004. – Loi n° 2004-147 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés. (*J.O.* du 17 février 2004.) (Pj AN).
40. 16 février 2004. – Loi n° 2004-148 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière (ensemble un échange de lettres). (*J.O.* du 17 février 2004.) (Pj AN).
41. 16 février 2004. – Loi n° 2004-149 autorisant la ratification des protocoles au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Roumanie, de la République slovaque et de la République de Slovénie. (*J.O.* du 17 février 2004.) (Pj AN).
42. 23 février 2004. – Loi n° 2004-172 portant création des communautés aéroportuaires. (*J.O.* du 24 février 2004.) (Pn S.).
43. 24 février 2004. – Loi n° 2004-179 permettant l'inscription sur la liste d'aptitude des élèves administrateurs du Centre national de la fonction publique territoriale (concours externe 2001). (*J.O.* du 25 février 2004.) (Pn S.).
44. 27 février 2004 *. – Loi organique n° 2004-192 portant statut d'autonomie de la Polynésie française. (*J.O.* du 2 mars 2004.) (Pj S.) (83 adts).
45. 27 février 2004 *. – Loi n° 2004-193 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française. (*J.O.* du 2 mars 2004.) (Pj S.) (18 adts).
46. 9 mars 2004 *. – Loi n° 2004-204 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité. (*J.O.* du 10 mars 2004.) (Pj AN) (643 adts).
47. 15 mars 2004. – Loi n° 2004-228 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics. (*J.O.* du 17 mars 2004.) (Pj AN) (5 adts).
48. 18 mars 2004. – Loi n° 2004-237 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnance, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire. (*J.O.* du 19 mars 2004.) (Pj S.).
49. 21 avril 2004. – Loi n° 2004-338 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. (*J.O.* du 22 avril 2004.) (Pj AN) (39 adts).
50. 21 avril 2004. – Loi n° 2004-339 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. (*J.O.* du 22 avril 2004.) (Pj S.).
51. 21 avril 2004. – Loi n° 2004-340 autorisant la ratification de l'accord entre la République française, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties dans le cadre du traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (ensemble deux protocoles). (*J.O.* du 22 avril 2004.) (Pj S.).
52. 23 avril 2004. – Loi n° 2004-351 autorisant la ratification de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'Etat ou de Gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne. (*J.O.* du 24 avril 2004.) (Pj S.).
53. 4 mai 2004 *. – Loi n° 2004-391 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social. (*J.O.* du 5 mai 2004.) (Pj AN) (102 adts).
54. 10 mai 2004. – Loi n° 2004-404 actualisant le tableau de répartition des sièges de sénateurs et certaines modalités de l'organisation de l'élection des sénateurs. (*J.O.* du 11 mai 2004.) (Pn S.).
55. 19 mai 2004. – Loi n° 2004-424 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine relatif à la coopération policière (ensemble un échange de lettres). (*J.O.* du 20 mai 2004.) (Pj S.).

56. 19 mai 2004. – Loi n° 2004-425 autorisant la ratification de l'accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part. (*J.O.* du 20 mai 2004.) (Pj S).
57. 19 mai 2004. – Loi n° 2004-426 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie relatif au statut et au fonctionnement des centres culturels. (*J.O.* du 20 mai 2004.) (Pj S.).
58. 19 mai 2004. – Loi n° 2004-427 autorisation l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur la création et les statuts des centres culturels. (*J.O.* du 20 mai 2004.) (Pj S.).
59. 26 mai 2004. – Loi n° 2004-439 relative au divorce. (*J.O.* du 27 mai 2004.) (Pj S.) (59 adts).
60. 7 juin 2004. – Loi n° 2004-492 autorisant l'adhésion de la France au protocole d'amendement à la convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (ensemble trois appendices). (*J.O.* du 8 juin 2004.) (Pj AN).
61. 7 juin 2004. – Loi n° 2004-493 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres concernant le statut fiscal et douanier des établissements culturels et d'enseignement complétant l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne. (*J.O.* du 8 juin 2004.) (Pj AN).
62. 7 juin 2004. – Loi n° 2004-494 autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relative aux lycées franco-allemands et au baccalauréat franco-allemand (ensemble une annexe). (*J.O.* du 8 juin 2004.) (Pj AN).
63. 7 juin 2004. – Loi n° 2004-495 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations unies concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal pénal international pour le Rwanda. (*J.O.* du 8 juin 2004.) (Pj AN).
64. 7 juin 2004. – Loi n° 2004-496 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tadjikistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. (*J.O.* du 8 juin 2004.) (Pj AN).
65. 7 juin 2004. – Loi n° 2004-497 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique fédérale d'Ethiopie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole). (*J.O.* du 8 juin 2004.) (Pj AN).
66. 7 juin 2004. – Loi n° 2004-498 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique d'Iran sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. (*J.O.* du 8 juin 2004.) (Pj AN).
67. 21 juin 2004 *. – Loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique. (*J.O.* du 22 juin 2004.) (Pj AN) (169 adts).
68. 24 juin 2004. – Loi n° 2004-596 autorisant l'approbation du protocole à la convention du 27 novembre 1992 portant création d'un fond international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures. (*J.O.* du 25 juin 2004.) (Pj AN).
69. 30 juin 2004. – Loi n° 2004-626 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées. (*J.O.* du 1^{er} juillet 2004.) (Pj AN) (44 adts).
70. 30 juin 2004. – Loi n° 2004-627 modifiant les articles 1^{er} et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis. (*J.O.* du 1^{er} juillet 2004.) (Pn S.).
71. 2 juillet 2004. – Loi n° 2004-639 relative à l'octroi de mer. (*J.O.* du 3 juillet 2004.) (Pj AN) (37 adts).
72. 9 juillet 2004 *. – Loi n° 2004-669 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle. (*J.O.* du 10 juillet 2004.) (Pj AN) (162 adts).
73. 26 juillet 2004. – Loi n° 2004-734 modifiant la loi n° 2003-322 du 9 avril 2003 relative aux entreprises de transport aérien et notamment à la société Air France. (*J.O.* du 28 juillet 2004.) (Pj AN) (13 adts).
74. 26 juillet 2004. – Loi n° 2004-735 relative aux conditions permettant l'expulsion des personnes visées à l'article 26 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945. (*J.O.* du 28 juillet 2004.) (Pn AN).
75. 29 juillet 2004 *. – Loi organique n° 2004-758 prise en application de l'article 72-2 de la Constitution relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales. (*J.O.* du 30 juillet 2004.) (Pj AN) (4 adts).

-
76. 6 août 2004. – Loi n° 2004-800 relative à la bioéthique. (*J.O.* du 7 août 2004.) (Pj AN) (313 adts).
77. 6 août 2004 *. – Loi n° 2004-801 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. (*J.O.* du 7 août 2004.) (Pj AN) (100 adts).
78. 9 août 2004 *. – Loi n° 2004-803 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières. (*J.O.* du 11 août 2004.) (Pj AN) (138 adts).
79. 9 août 2004 *. – Loi n° 2004-804 pour le soutien à la consommation et à l'investissement. (*J.O.* du 11 août 2004.) (Pj AN) (18 adts).
80. 9 août 2004. – Loi n° 2004-805 tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger. (*J.O.* du 11 août 2004.) (Pn S.).
81. 9 août 2004. – Loi n° 2004-806 relative à la politique de santé publique. (*J.O.* du 11 août 2004.) (Pj AN) (352 adts).
82. 13 août 2004 *. – Loi n° 2004-809 relative aux libertés et aux responsabilités locales. (*J.O.* du 17 août 2004.) (Pj S.) (383 adts).
83. 13 août 2004 *. – Loi n° 2004-810 relative à l'assurance maladie. (*J.O.* du 17 août 2004.) (Pj AN) (387 adts).
84. 13 août 2004. – Loi n° 2004-811 de modernisation de la sécurité civile. (*J.O.* du 17 août 2004.) (Pj S.) (88 adts).

Annexe VII

Commissions mixtes paritaires

Textes	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Maîtrise de l'immigration et séjour des étrangers en France Pj. AN n° 823 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	16 octobre 2003	28 octobre 2003 Assemblée nationale (3 adts)	28 octobre 2003 Adoption conforme au Sénat
Financement de la sécurité sociale pour 2004 Pj. AN n° 1106 Après 1 ^{re} lecture	20 novembre 2003	27 novembre 2003 Assemblée nationale (4 adts)	27 novembre 2003 Adoption conforme au Sénat
Loi de finances pour 2004 Pj. AN n° 1093 Après 1 ^{re} lecture	10 décembre 2003	17 décembre 2003 Assemblée nationale (13 adts)	18 décembre 2003 Adoption conforme au Sénat
Loi de finances rectificative pour 2003 Pj. AN n° 1234 Après 1 ^{re} lecture	16 décembre 2003	18 décembre 2003 Assemblée nationale (1 adt)	18 décembre 2003 Adoption conforme au Sénat
Statut d'autonomie de la Polynésie française Pj. org. S. n° 1323 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	15 janvier 2004	29 janvier 2004 Sénat	29 janvier 2004 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française Pj. S. n° 1324 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	15 janvier 2004	29 janvier 2004 Sénat (1 adt)	29 janvier 2004 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité Pj. AN n° 784 Après 2 ^e lecture	23 janvier 2004	5 février 2004 Sénat (12 adts)	11 février 2004 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Formation professionnelle et dialogue social Pj. AN n° 1233 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	12 février 2004	3 mars 2004 Sénat	7 avril 2004 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Confiance dans l'économie numérique Pj. AN n° 528 Après 2 ^e lecture	15 avril 2004	6 mai 2004 Assemblée nationale	13 mai 2004 Adoption conforme au Sénat
Divorce Pj. S. n° 1338 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	15 avril 2004	12 mai 2004 Sénat (1 adt)	12 mai 2004 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Communications électroniques et services de communication audiovisuelle Pj. AN n° 1055 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	29 avril 2004	3 juin 2004 Assemblée nationale	3 juin 2004 Adoption conforme au Sénat

Textes	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Dispositif de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées Pj. AN n° 1350 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	1 ^{er} juin 2004	16 juin 2004 Assemblée nationale	17 juin 2004 Adoption conforme au Sénat
Bioéthique Pj. AN n° 593 Après 2 ^e lecture	9 juin 2004	8 juillet 2004 Assemblée nationale	8 juillet 2004 Adoption conforme au Sénat
Service public de l'électricité et du gaz et entreprises électriques et gazières Pj. AN n° 1613 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	9 juillet 2004	22 juillet 2004 Sénat	22 juillet 2004 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Santé publique Pj. AN n° 877 Après 2 ^e lecture	15 juillet 2004	30 juillet 2004 Assemblée nationale (3 adts)	30 juillet 2004 Adoption conforme au Sénat
Soutien à la consommation et à l'investissement Pj. AN n° 1676 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	16 juillet 2004	29 juillet 2004 Assemblée nationale (1 adt)	29 juillet 2004 Adoption conforme au Sénat
Libertés et responsabilités locales Pj. AN n° 1218 Après 2 ^e lecture	28 juillet 2004	30 juillet 2004 Sénat	30 juillet 2004 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Assurance maladie Pj. AN n° 1675 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	28 juillet 2004	30 juillet 2004 Assemblée nationale (7 adts)	30 juillet 2004 Adoption conforme au Sénat
Sécurité civile Pj. S. n° 1680 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	28 juillet 2004	30 juillet 2004 Sénat	30 juillet 2004 Adoption conforme à l'Assemblée nationale

Annexe VIII

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
448	02.03	La motion de censure, déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Ayrault, Hollande et 129 de leurs collègues.	175	///	///
459	05.04	La déclaration de politique générale du Gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin (application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution).	379	178	0
652	27.07	La motion de censure déposée par M. Ayrault et 124 de ses collègues, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le Premier ministre ayant engagé la responsabilité du Gouvernement pour l'adoption, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales, dans le texte dont il a donné connaissance au cours de la deuxième séance du vendredi 23 juillet 2004.	175	///	///

2. Scrutins publics ordinaires

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
314	07.10	Le sous-amendement n° 550 de M. Gremetz à l'amendement n° 24 de la commission des affaires culturelles à l'article 2 du projet de loi relatif à la politique de santé publique (ajout des représentants élus des salariés de la santé dans les conférences régionales de santé publique).	10	32	0
315	07.10	Le sous-amendement n° 549 de M. Dubernard à l'amendement n° 24 de la commission des affaires culturelles à l'article 2 du projet de loi relatif à la politique de santé publique (ajout des représentants du conseil régional de l'Ordre des médecins dans les conférences régionales de santé publique).	35	4	0
316	07.10	L'amendement n° 24 de la commission des affaires culturelles à l'article 2 du projet de loi relatif à la politique de santé publique (rétablissement des conférences régionales de santé publique).	39	0	5
317	07.10	L'amendement n° 274 de Mme Billard après l'article 4 du projet de loi relatif à la politique de santé publique (modalités de transfert de l'INERIS à l'AFSSE).	175	0	0
318	07.10	Le sous-amendement n° 553 du Gouvernement à l'amendement n° 396 rectifié de la commission des affaires culturelles à l'article 5 du projet de loi relatif à la politique de santé publique (fixation par décret de la dotation de l'assurance maladie au groupement régional ou territorial).	48	8	2
319	07.10	L'amendement n° 396 rectifié de la commission des affaires culturelles à l'article 2 du projet de loi relatif à la politique de santé publique (groupement régional de santé).	51	10	0
320	07.10	L'amendement n° 438 de M. Prével après l'article 6 du projet de loi relatif à la politique de santé publique (lutte contre les grossesses multiples).	2	34	0
321	07.10	L'amendement n° 439 de M. Prével après l'article 6 du projet de loi relatif à la politique de santé publique (lutte contre la prématurité).	3	41	0
322	07.10	L'amendement n° 257 (2 ^e rectification) du Gouvernement avant l'article 10 du projet de loi relatif à la politique de santé publique (missions de l'Institut de veille sanitaire).	61	10	3
323 (*)	14.10	L'ensemble du projet de loi relatif à la politique de santé publique.	335	181	11
324	14.10	La question préalable opposée par M. Bocquet au projet de loi de finances pour 2004.	6	93	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
325	16.10	L'amendement n° 254 de M. Bonrepaux à l'article 2 du projet de loi de finances pour 2004 (barème de l'impôt sur le revenu).	10	51	0
326	16.10	L'article 3 du projet de loi de finances pour 2004 (amélioration de la prime pour l'emploi).	38	6	8
327	16.10	L'amendement n° 260 corrigé de M. Migaud après l'article 4 du projet de loi de finances pour 2004 (crédit d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile).	21	40	0
328	17.10	Les amendements n° 158 corrigés de M. Brard et n° 259 (2 ^e correction) de M. Migaud après l'article 4 du projet de loi de finances pour 2004 (plafond des dépenses éligibles pour l'emploi d'un salarié à domicile).	13	25	0
329	17.10	L'amendement n° 353 de M. Bonrepaux après l'article 4 du projet de loi de finances pour 2004 (remise en cause de la réduction d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile en ce qui concerne les redevables de l'ISF).	15	30	0
330	17.10	Les amendements n° 78 de M. Mariton, n° 131 de M. Liberti, n° 204 de M. Bayrou et n° 221 de M. Migaud tendant à supprimer l'article 11 du projet de loi de finances pour 2004 (augmentation de la TIPP sur le gazole).	16	33	2
331	20.10	Les amendements n° 174 de M. Brard et n° 214 de M. Besson après l'article 14 du projet de loi de finances pour 2004 (suppression de l'avantage fiscal en faveur des actionnaires signataires d'un engagement collectif de conservation des parts ou actions de société).	12	26	0
332	20.10	Les amendements n° 184 de M. Brard et n° 215 de M. Besson après l'article 14 du projet de loi de finances pour 2004 (suppression de l'exonération d'ISF pour les placements en capital au sein de PME en France ou dans l'Union européenne).	12	21	0
333	20.10	Les amendements n° 216 de M. Besson et n° 455 de M. Brard après l'article 14 du projet de loi de finances pour 2004 (abaissment du seuil de détention des parts d'une entreprise en vue de la qualification de bien professionnel).	13	31	0
334	20.10	Le sous-amendement n° 350 de M. Bonrepaux à l'amendement n° 47 après l'article 14 du projet de loi de finances pour 2004 (revalorisation annuelle des fractions de la valeur nette taxable du patrimoine).	18	60	0
335	20.10	L'amendement n° 47 de la commission des finances après l'article 14 du projet de loi de finances pour 2004 (actualisation du barème de l'ISF).	10	62	6
336	20.10	L'amendement n° 471 de M. Migaud après l'article 14 du projet de loi de finances pour 2004 (relèvement du montant de l'abattement spécifique en faveur des associations sur la taxe sur les salaires).	19	51	0
337	20.10	Le sous-amendement n° 465 de M. Migaud à l'amendement n° 50 de la commission des finances à l'article 20 du projet de loi de finances pour 2004 (redevance audiovisuelle dans le secteur de l'hôtellerie).	20	40	0
338	20.10	Le sous-amendement n° 469 de M. Migaud à l'amendement n° 50 de la commission des finances à l'article 20 du projet de loi de finances pour 2004 (abattement pour la redevance audiovisuelle dans les zones de revitalisation rurale).	16	38	2
339	20.10	L'amendement n° 72 repris par M. Brard après l'article 20 du projet de loi de finances pour 2004 (transfert de France 2 au secteur privé).	3	45	0
340	20.10	L'article 40 du projet de loi de finances pour 2004 (modalités de la compensation financière aux départements résultant de la décentralisation du RMD).	44	26	0
341 (*)	21.10	L'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 2004.	343	173	30
342	24.10	L'amendement n° 69 de la commission des finances et l'amendement n° 75 de M. Rochebloine tendant à supprimer l'article 77 du projet de loi de finances pour 2004 (budget de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer : majoration des taux plafonds du versement de transport).	32	16	2
343	29.10	L'amendement n° 171 de Mme Guinchard-Kunstler à l'article premier du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (objectif d'amélioration de la prise en charge des personnes âgées).	14	44	2
344	29.10	L'amendement n° 252 de M. Prél à l'article premier du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (augmentation du nombre de lits de soins palliatifs et d'équipes mobiles).	51	0	0
345	29.10	L'amendement n° 143 de M. Gremetz avant l'article 2 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (réforme des cotisations sociales patronales centralisées par la Caisse nationale des allocations familiales).	11	37	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
346	29.10	L'amendement n° 133 de Mme Fraysse tendant à supprimer l'article 2 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (remboursement par la Caisse d'amortissement de la dette sociale – CADES – de la seconde moitié de la dette en 2000 du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale – FOREC).	13	44	0
347	29.10	L'amendement n° 224 de M. Evin tendant à supprimer l'article 3 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (suppression du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale – FOREC)	12	41	0
348	30.10	L'amendement n° 126 de Mme Fraysse après l'article 16 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (demande obligatoire d'inscription sur une liste de produits remboursables du médicament faisant l'objet d'une autorisation de mise sur le marché).	15	35	0
349	30.10	L'amendement n° 125 de Mme Fraysse après l'article 16 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (réforme de la procédure accélérée d'inscription sur la liste des médicaments remboursables).	6	33	0
350	30.10	L'amendement n° 134 de Mme Fraysse tendant à supprimer l'article 18 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (extension de l'obligation de tiers payant à tous les établissements de santé).	4	35	0
351	30.10	L'amendement n° 136 de Mme Fraysse tendant à supprimer l'article 20 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (mise en œuvre de la tarification à l'activité dans les établissements de santé).	4	19	0
352	30.10	L'amendement n° 141 de Mme Fraysse tendant à supprimer l'article 31 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (médicalisation des critères de prise en charge des affections de longue durée).	6	37	0
353	30.10	L'amendement n° 149 de Mme Fraysse après l'article 46 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (participation à la prévention des maladies professionnelles et des accidents du travail des CHSCT ou des délégués prévention santé au travail).	8	33	0
354	30.10	L'amendement n° 167 de Mme Fraysse et l'amendement n° 248 de M. Prél tendant à supprimer l'article 51 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (modalités de financement en 2004 des majorations de pension pour enfant).	4	22	0
355	30.10	L'amendement n° 298 de M. Baguet à l'article 51 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (maintien de la fraction de dépense prise en charge par la CNAF au titre des majorations de pension pour enfant).	6	26	0
356	30.10	L'amendement n° 218 de Mme Clergeau après l'article 51 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (rapport sur les conditions de financement du fonds d'investissement pour la petite enfance)	6	26	0
357	31.10	L'amendement n° 147 de Mme Fraysse tendant à supprimer l'article 35 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (modernisation du régime juridique des accords de bon usage des soins et des contrats de bonne pratique).	6	29	0
358	31.10	L'amendement n° 237 de M. Prél à l'article 35 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (suppression de la procédure nationale et régionale de suspension des accords de bon usage des soins et des contrats de bonne pratique).	4	24	2
359	31.10	L'amendement n° 238 de M. Prél à l'article 35 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (suppression de la compétence liée de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé).	2	32	0
360	31.10	L'amendement n° 241 de M. Prél à l'article 35 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (suppression de la procédure d'approbation des contrats régionaux de bonne pratique par le directeur de la CNAM).	4	32	0
361	31.10	L'amendement n° 242 de M. Prél à l'article 35 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (suppression des modalités de majoration ou de modulation de participation par le contrat de bonne pratique auquel le médecin a adhéré).	4	28	0
362	31.10	L'amendement n° 102 de M. Prél à l'article 36 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (procédure d'avis des unions régionales des médecins exerçant à titre libéral relatif aux contrats conclus entre les unions régionales des caisses d'assurance maladie et les professionnels de santé libéraux conventionnés).	30	0	0
363	31.10	L'amendement n° 148 de Mme Fraysse tendant à supprimer l'article 37 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (modernisation du régime juridique des contrats de santé publique).	2	26	0

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
364	31.10	L'amendement n° 291 de M. Jean-Marie Le Guen à l'article 37 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (suppression du critère d'efficacité des pratiques à l'origine de l'avis de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé).	6	26	0
365	31.10	L'amendement n° 107 de la commission des affaires culturelles à l'article 38 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (délimitation du financement par le Fonds d'aide à la qualité des soins de ville des prestataires de service en vue de l'hébergement et de la diffusion entre les professionnels de santé de données médicales partagées).	32	0	0
366	31.10	L'article 39, modifié par l'amendement n° 366, l'article 40, l'article 41, l'article 42, l'amendement n° 109 portant article additionnel après l'article 42, l'article 43, l'article 44, l'article 45, l'article 54, l'amendement n° 114 portant article additionnel avant l'article 55, l'article 55 modifié par l'amendement n° 115, l'article 56 modifié par l'amendement n° 1 sous-amendé par le sous-amendement n° 116 et par l'amendement n° 117, l'article 57 modifié par les amendements n° 118, 119 et 120, l'amendement n° 209 portant article additionnel après l'article 57 sous-amendé par le sous-amendement n° 353, l'article 58 et l'article 59 modifié par les amendements n° 121 et 122 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 (vote bloqué).	32	4	0
367 (*)	04.11	L'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2004.	372	161	3
368	05.11	L'amendement n° 99 du Gouvernement au titre IV de l'état B du projet de loi de finances pour 2004 (budget du travail : crédits inscrits à l'article 44) (abondement de la dotation de décentralisation relative à la formation professionnelle, à l'apprentissage et à l'insertion des jeunes dans la vie sociale).	32	9	1
369	05.11	Le titre V de l'état C du projet de loi de finances pour 2004 (budget du travail : crédits inscrits à l'article 45).	28	9	2
370	05.11	Le titre VI de l'état C du projet de loi de finances pour 2004 (budget du travail : crédits inscrits à l'article 45).	28	7	2
371	05.11	L'amendement n° 93 de M. Bayrou après l'article 80 du projet de loi de finances pour 2004 (budget du travail : périodicité d'attribution et majoration de l'allocation spécifique de solidarité).	14	21	11
372	06.11	Les crédits du titre III de l'état B du projet de loi de finances pour 2004 (budget des anciens combattants).	71	24	2
373	06.11	Les crédits du titre IV de l'état B du projet de loi de finances pour 2004 (budget des anciens combattants).	71	25	0
374	06.11	L'article 73 du projet de loi de finances pour 2004 (budget des anciens combattants : majoration des pensions des veuves).	71	25	0
375	06.11	L'article 74 du projet de loi de finances pour 2004 (budget des anciens combattants: extension d'attribution de la carte du combattant).	67	25	0
376	06.11	L'amendement n° 124 de M. Néri après l'article 74 du projet de loi de finances pour 2004 (budget des anciens combattants : pérennisation de l'Office National des Anciens Combattants).	30	61	0
377	14.11	L'amendement n° 60 du Gouvernement à l'article 76 du projet de loi de finances pour 2004 (budget de l'Économie, des finances et de l'industrie: fixation du montant maximum et de l'affectation du droit fixe de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle perçue au profit des chambres de métiers).	20	6	3
378	14.11	Les amendements n° 213 de M. de Courson et n° 241 de M. Migaud tendant à supprimer l'article 66 du projet de loi de finances pour 2004 (réforme du régime fiscal des distributions).	3	28	0
379 (*)	18.11	L'ensemble du projet de loi de finances pour 2004.	359	166	28
380	20.11	L'amendement n° 21 de la commission des affaires culturelles à l'article 28 (articles L. 263-5 à L. 263-9 du code de l'action sociale et des familles) du projet de loi, adopté par le Sénat, portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité (crédits départementaux d'insertion).	15	32	2
381	20.11	Le sous-amendement n° 227 de Mme Billard à l'amendement n° 158 du Gouvernement après l'article 34 du projet de loi, adopté par le Sénat, portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité (transfert aux départements des personnels titulaires et non titulaires de l'État participant à l'exercice des compétences en matière de revenu minimum d'insertion).	13	35	0
382	20.11	L'amendement n° 28 de la commission des affaires culturelles avant l'article 35 du projet de loi, adopté par le Sénat, portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité (intégration dans les conventions de branche des dispositions relatives à l'insertion des salariés titulaires d'un contrat aidé et des bénéficiaires d'un contrat insertion-revenu minimum d'activité).	10	33	2

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
383	21.11	L'amendement n° 31 de la commission des affaires culturelles à l'article 35 (article L. 322-4-15-1 du code du travail) du projet de loi, adopté par le Sénat, portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité (fixation d'un plafond de bénéficiaires du RMA dans les entreprises).	15	18	0
384	21.11	L'amendement n° 81 de M. Gremetz à l'article 35 (article L. 322-4-15-1 du code du travail) du projet de loi, adopté par le Sénat, portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité (délai de carence de trois mois entre l'embauche de deux salariés sous contrat d'insertion).	9	26	0
385	21.11	L'amendement n° 169 de M. Vercamer à l'article 35 (article L. 322-4-15-2 du code du travail) du projet de loi, adopté par le Sénat, portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité (lutte contre les détournements d'incitation à l'embauche).	16	23	0
386	21.11	L'amendement n° 33 repris et rectifié par M. Gremetz à l'article 35 (article L. 322-4-15-3 du code du travail) du projet de loi, adopté par le Sénat, portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité (conditions d'ancienneté applicables aux bénéficiaires du contrat insertion-revenu minimum d'activité).	9	30	1
387	21.11	Les amendements n° 34 de la commission des affaires culturelles et n° 214 de Mme Mignon à l'article 35 (article L. 322-4-15-4 du code du travail) du projet de loi, adopté par le Sénat, portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité (fixation à six mois de la durée minimale du contrat insertion-revenu minimum d'activité).	13	17	0
388	21.11	Les amendements n° 39 de la commission des affaires culturelles et n° 217 de Mme Mignon à l'article 35 (article L. 322-4-15-6 du code du travail) du projet de loi, adopté par le Sénat, portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité (substitution de la qualité de salaire à celle de revenu).	7	29	0
389	21.11	L'amendement n° 42 de la commission des affaires culturelles à l'article 35 (article L. 322-4-15-9 du code du travail) du projet de loi, adopté par le Sénat, portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité (exclusion du financement par le département des actions de formation à l'emploi).	25	0	0
390	21.11	L'amendement n° 43 rectifié de la commission des affaires culturelles à l'article 36 (article L. 432-4-1-1 du code du travail) du projet de loi, adopté par le Sénat, portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité (information des représentants du personnel relative aux contrats insertion-revenu minimum d'activité).	31	0	0
391	21.11	L'amendement n° 44 rectifié de la commission des affaires culturelles après l'article 36 (article L. 322-4-15-6 du code du travail) du projet de loi, adopté par le Sénat, portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité (exclusion du montant des ressources servant au calcul de l'allocation de RMA de celui pris en compte en vue du calcul de l'allocation de RMI).	8	24	0
392	21.11	L'amendement n° 50 de la commission des affaires culturelles à l'article 41 du projet de loi, adopté par le Sénat, portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité (date d'entrée en vigueur de la loi).	13	15	0
393 (*)	21.11	L'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité.	360	165	1
394 (*)	21.11	L'ensemble du projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovénie et de la Slovaquie.	505	3	19
395	21.11	L'amendement n° 274 de M. Salles après l'article 16 du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (deuxième lecture) (extension au génocide arménien du champ d'application des peines relatives au négationnisme).	8	24	0
396	21.11	L'amendement n° 391 de M. Salles après l'article 16 du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (deuxième lecture) (extension au génocide arménien du champ d'application des peines relatives au négationnisme).	8	24	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
397	26.11	L'amendement n° 303 de M. Migaud après l'article 16 du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (deuxième lecture) (extension au génocide arménien du champ d'application des peines relatives au négationnisme).	8	24	0
398	27.11	Les conclusions de rejet de la proposition de loi portant pénalisation des propos à caractère discriminatoire proposées par la commission des lois.	49	20	0
399	27.11	Le sous-amendement n° 422 de M. Warsmann à l'amendement n° 281 de M. Garraud après l'article 16 quater du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (deuxième lecture) (cause non intentionnelle de l'interruption de grossesse).	30	14	0
400	27.11	L'amendement n° 281 de M. Garraud rectifié par le sous-amendement n° 422 de M. Warsmann après l'article 16 quater du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (deuxième lecture) (cause non intentionnelle de l'interruption de grossesse).	30	14	0
401	04.12	L'amendement n° 37 de M. Dumont tendant à supprimer l'article premier du projet de loi de finances rectificative pour 2003 (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles au profit du BAPSA).	8	29	0
402	04.12	L'article premier du projet de loi de finances rectificative pour 2003 (prélèvement sur les réserves constituées par divers organismes agricoles, au profit du BAPSA).	40	15	2
403	04.12	L'amendement n° 28 de M. Brard avant l'article 16 du projet de loi de finances rectificative pour 2003 (taux de TVA réduit applicable à la restauration traditionnelle).	8	20	0
404	04.12	L'amendement n° 35 de M. Bonrepaux après l'article 30 du projet de loi de finances rectificative pour 2003 (augmentation du taux de la réduction d'impôt à 70 % pour les dons au profit des associations telles les restaurants du cœur).	10	35	0
405	04.12	L'amendement n° 136 rectifié de M. Xavier Bertrand après l'article 30 du projet de loi de finances rectificative pour 2003 (rétablissement d'un taux de réduction d'impôt spécifique aux associations à but non lucratif fournissant gratuitement des repas ou des soins aux personnes en difficulté ou favorisant leur logement).	45	0	0
406	10.12	L'amendement n° 169 de M. Lefort à l'article 12 bis (article L. 611-17 du code de la propriété intellectuelle) du projet de loi relatif à la bioéthique (deuxième lecture) (conditions de brevetabilité des éléments du corps humain).	20	22	1
407	10.12	L'amendement n° 152 de M. Claeys à l'article 12 bis (articles L. 611-17 à L. 611-20 du code de la propriété intellectuelle) du projet de loi relatif à la bioéthique (deuxième lecture) (conditions de brevetabilité des éléments du corps humain).	15	22	1
408	11.12	L'amendement n° 160 de M. Claeys à l'article 19 (article L. 2151-3 du code de la santé publique) du projet de loi relatif à la bioéthique (deuxième lecture) (recherche médicale sur l'embryon humain et les cellules souches embryonnaires humaines).	15	20	0
409	12.12	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Bocquet, du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social.	10	30	0
410	12.12	L'amendement n° 213 de M. Dutoit à l'article 10 (article L. 932-1 du code du travail) du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social (inclusion dans le temps de travail effectif des actions de développement des compétences des salariés).	3	26	0
411	12.12	L'article 29 (article L. 115-3 du code du travail) du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social (suspension du contrat de travail au titre d'un contrat d'apprentissage).	25	6	0
412	12.12	L'article 30 (articles L. 117 bis-3 et L. 212-13 du code du travail) du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social (durée quotidienne du travail applicable aux jeunes travailleurs).	31	4	0
413	16.12	L'amendement n° 100 de M. Gremetz avant l'article 34 du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social (représentation du personnel dans toutes les entreprises).	4	24	5
414	16.12	L'amendement n° 101 rectifié de M. Gremetz avant l'article 34 du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social (consultation quinquennale des salariés afin d'apprécier la représentativité des organisations syndicales).	11	26	0

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
415	16.12	Les amendements n° 102 de M. Gremetz et n° 161 de Mme Billard tendant à supprimer l'article 34 (article L. 132-2-2 du code du travail) du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social (règles de conclusion des accords collectifs).	11	19	0
416	16.12	L'amendement n° 106 de M. Gremetz à l'article 34 (article L. 132-2-2 du code du travail) du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social (représentativité des organisations syndicales de salariés signataires d'une convention ou d'un accord collectif de travail).	9	21	0
417	16.12	L'amendement n° 113 de M. Gremetz tendant à supprimer l'article 36 (article L. 132-13 du code du travail) du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social (articulation entre les accords interprofessionnels et les conventions de branche).	9	42	0
418	16.12	L'amendement n° 114 de M. Gremetz à l'article 37 (article L. 132-23 du code du travail) du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social (suppression de la remise en cause du principe dit de faveur ouverte par la généralisation des accords dérogatoires).	10	39	0
419	17.12	Les amendements n° 115 de M. Gremetz, n° 232 de M. Vidalies et n° 293 de Mme Billard tendant à supprimer l'article 38 du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social (extension du domaine des accords d'entreprise ou d'établissement à celui des conventions ou accords de branche).	8	22	2
420 (*)	06.01	L'ensemble du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social.	340	151	0
421	08.01	L'amendement n° 56 de M. Paul tendant à supprimer l'article 2 du projet de loi, modifié par le Sénat, pour la confiance dans l'économie numérique (responsabilité des prestataires techniques).	9	18	0
422	14.01	L'article 15 du projet de loi organique, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut d'autonomie de la Polynésie française (représentation internationale de la Polynésie française).	38	5	0
423	14.01	L'amendement n° 153 de M. Dosière à l'article 24 du projet de loi organique, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut d'autonomie de la Polynésie française (contrôle de l'État en matière de jeux et paris).	5	18	0
424	14.01	L'article 30 du projet de loi organique, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut d'autonomie de la Polynésie française (participation au capital de sociétés privées).	19	4	1
425	14.01	L'article 106 du projet de loi organique, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant statut d'autonomie de la Polynésie française (mode de scrutin).	34	4	0
426	15.01	Le passage à la discussion des articles de la proposition de loi tendant à créer un crédit d'impôt pour investissement des entreprises pour favoriser l'intégration des personnes handicapées.	4	38	2
427	22.01	L'amendement n° 919 de M. Brottes après l'article premier du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (augmentation de 2004 à 2008 des dotations et subventions aux collectivités territoriales).	16	36	0
428	22.01	L'amendement n° 879 corrigé de M. Lassalle après l'article premier du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (majoration temporaire des dotations aux collectivités territoriales situées en zone de revitalisation rurale).	14	32	0
429	22.01	L'amendement n° 994 corrigé repris par M. Bonrepaux après l'article premier du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (majoration exceptionnelle des dotations aux collectivités territoriales situées en zone de revitalisation rurale).	12	32	0
430	22.01	Les amendements n° 887 de M. Lassalle, n° 923 de M. Brottes, n° 1000 de M. Michel Bouvard et n° 1080 corrigé de M. Vannson après l'article premier du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (prorogation des exonérations fiscales et sociales).	16	24	2
431	27.01	L'amendement n° 852 rectifié du Gouvernement à l'article 38 du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (possibilité d'attribution par les collectivités territoriales d'une indemnité d'étude et de projet professionnel à un étudiant en médecine).	78	25	4

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
432	27.01	L'amendement n° 1337 de M. Brottes avant l'article 37 du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (levée ou distribution du courrier relevant du service postal universel au domicile de chaque personne physique ou morale ou à proximité immédiate de ce domicile).	25	48	2
433	27.01	L'amendement n° 895 de M. Brottes avant l'article 37 du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (identité sur l'ensemble du territoire du tarif de la fourniture d'électricité aux clients non éligibles).	24	67	0
434	30.01	L'amendement n° 917 corrigé de M. Brottes après l'article 40 du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (modification de la prise en charge et extension de l'exonération de la taxe professionnelle en vue d'inciter l'installation des médecins et auxiliaires médicaux dans des communes de moins de 2 000 habitants dans les zones de revitalisation rurale).	9	13	0
435	30.01	L'amendement n° 1522 du Gouvernement à l'article 41 du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (agrément des laboratoires autres que les laboratoires des services chargés des contrôles et les laboratoires d'analyses départementaux).	13	8	0
436 (*)	10.02	L'ensemble du projet de loi relatif à l'application du principe de laïcité dans les écoles, collèges et lycées publics.	494	36	31
437 (*)	11.02	L'ensemble du projet de loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (texte de la commission mixte paritaire).	340	173	9
438	11.02	L'amendement n° 179 de M. Martin-Lalande après l'article 26 du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle (filtrage des fournisseurs d'accès et des hébergeurs de sites).	8	22	0
439	12.02	L'amendement n° 201 de M. Mathus tendant à supprimer l'article 61 du projet de loi relatif aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle (suppression du plafond de détention du capital pour les télévisions hertziennes locales).	5	23	0
440	24.02	La question préalable opposée par M. Ayrault au projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales.	52	91	0
441	26.02	L'amendement n° 628 de M. Balligand avant l'article premier du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (mesures visant à garantir les ressources des collectivités locales).	15	36	0
442	26.02	Le sous-amendement n° 1574 de M. Albertini à l'amendement n° 1489 de M. Christian Paul après l'article 5 bis du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (compétence de l'État pour la mise en œuvre de la formation professionnelle destinée aux publics spécifiques).	16	33	0
443	26.02	L'article 8 du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (gestion au niveau régional des formations et crédits de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes).	24	9	2
444	26.02	L'amendement n° 650 de Mme Saugues tendant à supprimer l'article 12 (articles L. 111-1 et L. 121-1 du code de la voirie routière) du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (transfert partiel des routes nationales aux départements).	14	27	2
445	26.02	L'amendement n° 44 de M. Michel Bouvard à l'article 12 (articles L. 111-1 et L. 121-1 du code de la voirie routière) du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (prise en compte des caractéristiques liées au réseau routier de montagne).	15	27	0
446	26.02	Les amendements n° 1023 de M. Chassaigne et n° 1581 de M. Clément à l'article 14 (articles L. 151-6 à L. 151-11 nouveaux du code de la voirie routière) du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (suppression du péage sur les voies express).	33	0	4
447	27.02	L'amendement n° 182 de M. Santini à l'article 49 du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (adaptation à la région d'Île-de-France).	4	30	0
449	02.03	L'amendement n° 1143 de M. Liberti à l'article 61 du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (composition du Conseil territorial de l'éducation nationale).	17	32	1
450	03.03	Les amendements n° 1269 du Gouvernement, n° 496 de la commission des affaires culturelles, n° 822 de M. Durand, n° 1158 de M. Liberti et n° 1481 de Mme Bello tendant à supprimer l'article 67 bis du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (transfert aux départements de la responsabilité de la médecine scolaire).	52	2	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
451	03.03	L'article 67 du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (transfert aux départements et aux régions du recrutement et de la gestion des personnels techniciens, ouvriers et de service des collèges et lycées).	59	20	0
452	03.03	L'article 72 (article L. 121-2 du code de l'urbanisme) du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (compétences en matière d'Inventaire général du patrimoine culturel - extension du "porter à connaissance" en matière d'urbanisme aux études techniques relatives à l'Inventaire général du patrimoine culturel).	35	12	0
453	04.03	L'amendement n° 841 de M. Bonrepaux à l'article 88 du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (détermination par les collectivités territoriales des taux ou des tarifs des impositions attribués à titre de compensation).	16	31	0
454	04.03	L'amendement n° 847 de M. Derosier à l'article 89 du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (définition des modalités de compensation financière ou en personnel des dépenses afférentes aux routes par une convention entre l'État et le département).	20	48	2
455	04.03	L'amendement n° 236 rectifié repris par M. Bonrepaux après l'article 89 du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (création d'un dégrèvement temporaire de la cotisation de taxe professionnelle au bénéfice des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale).	14	48	2
456	04.03	L'amendement n° 1248 de M. Dutoit après l'article 100 ter du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (procédure de consultation des conseils d'arrondissement de Paris, Marseille et Lyon).	2	19	0
457	04.03	L'amendement n° 1249 de M. Dutoit après l'article 100 ter du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (procédure de consultation des conseils d'arrondissement de Paris, Marseille et Lyon).	2	17	0
458	04.03	L'amendement n° 1254 de M. Dutoit après l'article 100 ter du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales (création et composition des comités d'initiative et de consultation d'arrondissement de Paris, Marseille et Lyon).	2	19	0
460 (*)	07.04	L'ensemble du projet de loi relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social (texte de la commission mixte paritaire).	339	163	0
461 (*)	14.04	L'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux responsabilités locales.	307	179	50
462	05.05	La question préalable opposée par M. Ayrault au projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées.	11	54	0
463	05.05	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Bocquet, du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées.	12	35	0
464	06.05	Les amendements n° 37 de M. Gremetz et n° 58 de Mme Guinchard-Kunstler tendant à supprimer l'article 2 du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées (dispositions relatives à la journée de solidarité).	9	18	0
465	11.05	Le passage à la discussion des articles de la proposition de loi relative au renforcement de la responsabilité individuelle des dirigeants et mandataires sociaux dans les sociétés anonymes ainsi qu'à la transparence et au contrôle de leur rémunération dans les sociétés cotées.	56	63	1
466	11.05	L'ensemble du projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées.	322	195	2
467	13.05	Les conclusions de rejet de la commission de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dégradation des comptes publics depuis juin 2002.	73	15	0
468	13.05	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Ayrault, du projet de loi organique relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales.	16	48	0
469	03.05	L'amendement n° 170 de M. Balligand à l'article 2 du projet de loi organique relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (définition de la notion de ressources propres des collectivités territoriales au regard de la modulation de l'assiette et du taux qu'elles adoptent).	6	31	2
470	03.05	Le sous-amendement n° 171 de M. de Courson à l'amendement n° 1 de la commission des lois à l'article 2 du projet de loi organique relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (précision de la notion de recettes fiscales des collectivités territoriales).	11	29	2

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
471	13.05	L'amendement n° 115 de M. Balligand et les amendements n°s 116 à 129 à l'article 2 du projet de loi organique relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (exclusion des dégrèvements ou dotations accordés par l'État des ressources propres des collectivités territoriales).	8	35	0
472	13.05	L'article 2 du projet de loi organique relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (définition de la notion de ressources propres).	26	17	0
473	13.05	L'amendement n° 150 de M. Bonrepaux à l'article 3 du projet de loi organique relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (mode de calcul de la part des ressources propres des collectivités).	6	29	0
474	13.05	L'article 3 du projet de loi organique relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (définition des notions d'"ensemble des ressources" et de "part déterminante").	26	6	0
475	17.05	L'amendement n° 25 de M. Balligand et les amendements n°s 26 à 39 après l'article 3 du projet de loi organique relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (garantie de compensation des inégalités de ressources des collectivités territoriales au moyen des dotations de l'État et des mécanismes de solidarité entre collectivités d'une même catégorie).	9	16	0
476	17.05	L'amendement n° 40 de M. Balligand et les amendements n°s 41 à 54 après l'article 4 du projet de loi organique relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (principe de péréquation tendant à assurer l'égalité des collectivités territoriales lors de la création ou du transfert de compétences de l'État au profit de celles-ci).	9	17	0
477	17.05	L'amendement n° 55 de M. Balligand et les amendements n°s 56 à 69 après l'article 4 du projet de loi organique relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (obligation de concertation avec les collectivités territoriales et de mise en oeuvre de mesures adaptées en cas de modification des recettes fiscales des collectivités).	9	15	0
478 (*)	18.05	L'ensemble du projet de loi organique relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales.	322	196	14
479 (*)	01.06	L'ensemble du projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement.	328	10	194
480 (*)	01.06	L'ensemble du projet de loi d'orientation sur l'énergie.	358	157	4
481	01.06	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi, adopté par le Sénat, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.	40	98	0
482	04.06	L'amendement n° 33 de Mme Rimane à l'article 47 du projet de loi relatif à l'octroi de mer (accroissement de la part de la dotation globale garantie attribuée aux communes de Guyane).	16	4	1
483	10.06	Le sous-amendement n° 149 du Gouvernement à l'amendement n° 85 rectifié de M. Censi à l'article 48 du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier le droit (délégation de gestion par le Régime Social des Travailleurs Indépendants de certaines de ses missions).	23	7	0
484	10.06	L'amendement n° 88 de M. Brunhes tendant à supprimer l'article 50 du projet de loi habilitant le gouvernement à simplifier le droit (simplification et clarification dans le domaine de la santé).	4	19	2
485	11.06	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Ayrault, du projet de loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés.	4	38	0
486 (*)	15.06	L'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.	365	159	2
487	15.06	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières.	60	139	0
488	15.06	La question préalable opposée par M. Bocquet au projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières.	34	97	0
489	16.06	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Ayrault, du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières.	71	82	0
490	21.06	L'amendement n° 15 de M. Gremetz avant l'article premier de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant les articles 1 ^{er} et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1 ^{er} janvier et le 1 ^{er} juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis (responsabilité civile de l'employeur en cas de recours à la sous-traitance abusive).	3	19	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
491	21.06	L'amendement n° 2 de M. Gremetz avant l'article premier de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant les articles 1 ^{er} et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1 ^{er} janvier et le 1 ^{er} juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis (définition du licenciement économique).	3	14	0
492	21.06	L'amendement n° 5 rectifié de M. Gremetz avant l'article premier de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant les articles 1 ^{er} et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1 ^{er} janvier et le 1 ^{er} juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis (procédure d'opposition aux licenciements économiques non conformes à la définition du motif économique mentionnée au Code du travail).	4	12	0
493	21.06	L'amendement n° 8 de M. Gremetz avant l'article premier de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant les articles 1 ^{er} et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1 ^{er} janvier et le 1 ^{er} juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis (prise en compte effective par l'employeur des avis, objections et suggestions formulés par les représentants du personnel lors de leur consultation obligatoire sur les questions d'organisation, de gestion et de marche générale de l'entreprise).	2	17	0
494	21.06	L'amendement n° 18 de M. Gremetz avant l'article premier de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant les articles 1 ^{er} et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1 ^{er} janvier et le 1 ^{er} juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis (négociation obligatoire de l'employeur, préalable au plan de sauvegarde de l'emploi, sur la réduction du temps de travail à 35 heures par semaine ou 1600 heures par an).	9	19	0
495	21.06	L'amendement n° 19 de M. Gremetz avant l'article premier de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant les articles 1 ^{er} et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1 ^{er} janvier et le 1 ^{er} juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis (présentation par le chef d'entreprise d'une étude d'impact social et territorial en cas de cessation d'activité de l'entreprise non imputable à une liquidation ou en cas de projet de développement stratégique affectant l'emploi).	7	14	0
496	21.06	L'amendement n° 21 de M. Gremetz avant l'article premier de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant les articles 1 ^{er} et 2 de la loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques et relative au recouvrement, par les institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage, des prestations de solidarité versées entre le 1 ^{er} janvier et le 1 ^{er} juin 2004 aux travailleurs privés d'emploi dont les droits à l'allocation de retour à l'emploi ont été rétablis (information du comité d'entreprise consécutive à une annonce publique du chef d'entreprise relative à la stratégie économique de l'entreprise).	9	15	0
497	22.06	L'amendement n° 1601 de M. Daniel Paul avant l'article premier du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières (pérennisation et modernisation des missions de service public assurées par EDF et GDF).	23	39	0
498	22.06	L'amendement n° 897 de M. Bataille et les amendements n°s 898 à 908 des membres du groupe socialiste à l'article premier du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières (définition légale des objectifs et des modalités de mise en œuvre des missions de service public d'EDF et de GDF).	32	76	0
499	22.06	L'amendement n° 1644 de M. Daniel Paul à l'article premier du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières (définition légale des principales missions de service public exercées par EDF et GDF).	28	63	0

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
500	22.06	L'amendement n° 464 rectifié de M. Bataille et les amendements n°s 465 rectifié à 476 rectifié des membres du groupe socialiste à l'article premier du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières (fixation du cadre des contrats de service public signés avec l'État par les opérateurs historiques).	29	47	0
501	23.06	L'amendement n° 1535 de M. Lenoir à l'article premier du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières (possibilité pour l'État de conclure avec les autres entreprises du secteur de l'électricité et du gaz assumant des missions de service public des contrats précisant ces missions).	29	10	0
502	23.06	L'amendement n° 594 de M. Bataille et les amendements n°s 595 à 602 des membres du groupe socialiste après l'article 2 du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières (remise d'un rapport sur les mesures prises pour éviter les ruptures de fournitures d'électricité ou y faire face).	18	39	0
503	23.06	L'amendement n° 633 de M. Bataille et les amendements n°s 634 à 645 des membres du groupe socialiste à l'article 3 du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières (gestion des réseaux par des personnes de nature totalement publique).	17	31	0
504	24.06	L'article 4 du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement (aide temporaire à l'emploi dans les hôtels, cafés et restaurants).	34	1	4
505	24.06	L'amendement n° 40 de M. Bonrepaux après l'article 5 du projet de loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement (application du plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée).	5	33	0
506	25.06	L'article 5 du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières (séparation juridique de la gestion du transport d'électricité).	30	11	0
507	25.06	L'amendement n° 698 de M. Bataille et les amendements n°s 699 à 710 des membres du groupe socialiste à l'article 14 du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières (présentation annuelle des mesures financières permettant de garantir le versement futur des prestations vieillesse des personnels).	10	17	1
508	25.06	L'article 16 du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières (contribution tarifaire au profit de la Caisse nationale des industries électriques et gazières).	15	8	0
509	25.06	L'article 22 du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières (changement de la forme juridique d'EDF et de GDF).	34	15	0
510 (*)	29.06	L'ensemble du projet de loi relatif au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières.	376	180	2
511	29.06	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Bocquet au projet de loi relatif à l'assurance maladie.	43	150	1
512	01.07	Les amendements n° 5998 de M. Ayrault, n° 6004 de M. Bapt, n° 6030 de M. Claeys, n° 6070 de Mme Guigou, n° 6073 de Mme Hoffman-Rispal, n° 6077 de Mme Imbert, n° 6091 de M. Jean-Marie Le Guen, n° 6113 de M. Nayrou et n° 6144 de M. Vidalies avant l'article premier du projet de loi relatif à l'assurance maladie (garantie du droit à la santé).	15	35	0
513	01.07	L'amendement n° 7654 de M. Jean-Marie Le Guen avant l'article premier du projet de loi relatif à l'assurance maladie (institution d'un crédit d'impôt pour l'aide à la mutualisation).	19	39	0
514	02.07	Le sous-amendement n° 8435 de M. Jean-Marie Le Guen à l'amendement n° 26 rectifié de la commission spéciale à l'article premier du projet de loi relatif à l'assurance maladie (aide à la création de maisons médicales par les régimes d'assurance maladie).	41	0	0
515	02.07	L'amendement n° 26 rectifié de la commission spéciale à l'article premier du projet de loi relatif à l'assurance maladie (garantie par l'état de l'accès aux soins et de la répartition de l'offre de soins sur l'ensemble du territoire).	41	0	0
516	02.07	L'amendement n° 316 de Mme Fraysse et les amendements n°s 317 à 327 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains après l'article premier du projet de loi relatif à l'assurance maladie (simplification des actions de santé publique au niveau régional).	9	25	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
517	02.07	L'amendement n° 6519 de M. Jean-Marie Le Guen et les amendements n°s 6520 à 6533 des membres du groupe socialiste après l'article premier du projet de loi relatif à l'assurance maladie (médecine scolaire).	9	28	0
518	02.07	L'amendement n° 424 de Mme Fraysse et les amendements n°s 425 à 435 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains après l'article premier du projet de loi relatif à l'assurance maladie (création d'une commission chargée d'analyser les statistiques des accidents du travail et des maladies professionnelles).	6	25	0
519	02.07	L'amendement n° 6476 de M. Jean-Marie Le Guen et les amendements n°s 6477 à 6489 des membres du groupe socialiste après l'article premier du projet de loi relatif à l'assurance maladie (création d'une agence nationale de la santé au travail).	5	17	0
520	02.07	L'amendement n° 688 de Mme Fraysse et les amendements n°s 689 à 699 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer l'article 3 (articles L. 322-3 et L. 324-1 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (prise en charge des patients atteints d'une pathologie chronique ou sévère).	8	29	0
521	02.07	L'amendement n° 700 de Mme Fraysse et les amendements n°s 701 à 711 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 3 (article L. 324-1 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression des dispositions relatives au protocole médical en cas d'affection de longue durée).	7	26	0
522	05.07	L'amendement n° 616 de Mme Fraysse et les amendements n°s 617 à 627 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains et l'amendement n° 7830 de M. Evin à l'article 2 (article L. 161-46 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression des dispositions relatives à l'autorisation par le patient d'accès à son dossier médical personnel).	17	43	0
523	05.07	L'amendement n° 8442 rectifié du Gouvernement à l'article 2 (article L. 161-46 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (attestation par les professionnels de santé d'accès et de mise à jour du dossier médical personnel du patient).	51	22	0
524	06.07	L'amendement n° 2236 de Mme Fraysse et les amendements n°s 2237 à 2247 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 2 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression de l'abrogation de dispositions issues de la loi du 27 juillet 1999 concernant le volet santé de la carte vitale et relatives au carnet de santé).	10	53	4
525	06.07	L'article 2 (articles L. 161-31, L. 161-45 à L. 161-47, L. 162-1-1 à L. 162-1-6 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (dossier médical personnel).	57	24	0
526	06.07	Le sous-amendement n° 8440 (2 ^e rectification) du Gouvernement à l'amendement n° 8408 de M. Dionis du Séjour après l'article 2 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (protection de l'utilisation du numéro d'inscription des personnes au répertoire national d'identification des personnes physiques permettant d'accéder au dossier médical personnel et de le compléter).	48	25	0
527	06.07	L'amendement n° 724 de Mme Fraysse et les amendements n°s 725 à 735 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains après l'article 3 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression du <i>numerus clausus</i> à l'entrée des études de médecine).	15	89	12
528	06.07	L'amendement n° 6594 de M. Jean-Marie Le Guen et les amendements n°s 6595 à 6608 des membres du groupe socialiste après l'article 3 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (éléments de calcul et objet de la rémunération du médecin traitant).	38	139	0
529	06.07	L'amendement n° 7802 de Mme Jacquaint à l'article 4 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (garantie de l'accès direct aux soins d'un médecin gynécologue sans diminution de remboursement).	36	120	0
530	07.07	L'amendement n° 8240 de M. Domergue après l'article 5 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (garantie d'une couverture complète du coût des soins prodigués aux bénéficiaires de la CMU complémentaire).	57	18	0
531	07.07	L'amendement n° 796 de Mme Fraysse et les amendements n°s 797 à 807 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains après l'article 5 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression concertée du secteur 2 à honoraires libres concernant les médecins libéraux et les lits privés à l'hôpital public).	6	52	0

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
532	07.07	L'amendement n° 820 de Mme Fraysse et les amendements n°s 821 à 831 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains après l'article 5 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (plan de lutte contre la désertification médicale).	8	54	0
533	07.07	L'amendement n° 82 de la commission spéciale à l'article 6 (article L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (conclusion d'accords conventionnels interprofessionnels avec l'union nationale des caisses d'assurance maladie).	68	26	0
534	07.07	L'article 6 (article L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (accords conventionnels interprofessionnels).	70	26	0
535	07.07	L'amendement n° 7996 de M. Jean-Marie Le Guen et les amendements n°s 7997 à 8010 des membres du groupe socialiste avant l'article 7 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (évaluation obligatoire périodique des compétences et des pratiques professionnelles du médecin).	19	73	0
536	08.07	L'article 8 (article L. 162-4-2 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (évaluation et amélioration des pratiques professionnelles médicales).	33	0	8
537	08.07	L'amendement n° 8241 de M. Domergue après l'article 8 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (création de l'Observatoire des risques médicaux).	41	4	10
538	08.07	L'amendement n° 8460 rectifié du Gouvernement après l'article 8 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (mise en œuvre de la politique de labellisation de la pratique professionnelle des médecins par l'Agence Nationale d'Accréditation et d'Évaluation en Santé).	41	4	10
539	08.07	L'article 9 (article L. 162-1-11 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (information des assurés).	50	5	4
540	09.07	L'amendement n° 988 de Mme Fraysse et les amendements n°s 989 à 999 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 10 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression de l'ouverture du droit des caisses et du service médical de l'assurance maladie du contrôle de conformité médicale de la réalisation des actes et de la prescription des produits et prestations aux conventions de bon usage des soins ou de bonne pratique).	11	34	0
541	09.07	Les amendements n° 87 de la commission spéciale, n° 1000 de Mme Fraysse, n° 7494 de M. Préel et n° 7863 de M. Jean-Marie Le Guen à l'article 10 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression de la subordination à certains contrats et accords de la prise en charge des remboursements par l'assurance maladie).	40	2	0
542	09.07	L'amendement n° 8455 rectifié du Gouvernement à l'article 10 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (procédures applicables en cas d'anomalies constatées par la caisse ou le service médical).	37	12	0
543	09.07	L'article 10 (article L. 314-1 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (liquidation médicalisée).	40	15	0
544	09.07	L'amendement n° 1012 de Mme Fraysse, les amendements n°s 1013 à 1023 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains, l'amendement n° 6147 de M. Ayrault et les amendements n°s 6148 à 6295 des membres du groupe socialiste tendant à supprimer l'article 11 (articles L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1 et L. 432-1 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés).	12	41	2
545	09.07	L'amendement n° 7890 de M. Claeys et les amendements n°s 7891 à 7899 des membres du groupe socialiste à l'article 11 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (détermination par le Parlement de la fixation de la contribution forfaitaire à la charge des assurés).	4	41	3
546	09.07	Le sous-amendement n° 8447 de Mme Billard à l'amendement n° 6 de M. Estrosi à l'article 11 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (exonération des personnes titulaires d'une pension militaire d'invalidité de la contribution forfaitaire à la charge des assurés).	5	35	2
547	09.07	L'amendement n° 6 de M. Estrosi à l'article 11 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (exonération des personnes titulaires d'une carte d'invalidité et des personnes qui en assurent la charge effective de la contribution forfaitaire).	7	37	2
548	09.07	L'amendement n° 1036 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1037 à 1047 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 11 (article L. 322-4 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (exonération des jeunes adultes à charge de leur famille de la contribution forfaitaire à la charge des assurés).	7	44	0

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
549	09.07	L'amendement n° 7672 de Mme Billard à l'article 11 (article L. 322-4 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (exonération des personnes atteintes d'une affection de longue durée de la contribution forfaitaire à la charge des assurés).	7	30	2
550	09.07	L'amendement n° 2992 de Mme Fraysse et les amendements n°s 2993 à 3003 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 11 (article L. 322-4 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (exonération de la contribution forfaitaire à la charge des assurés concernant les actes qui relèvent de la vaccination).	5	40	2
551	09.07	L'amendement n° 3016 de Mme Fraysse et les amendements n°s 3017 à 3027 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 11 (article L. 322-4 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (exonération de la contribution forfaitaire à la charge des assurés concernant les actes qui font suite à une maladie professionnelle).	8	40	0
552	09.07	L'amendement n° 7054 de M. Jean-Marie Le Guen et les amendements n°s 7055 à 7068 des membres du groupe socialiste à l'article 11 (article L. 322-4 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (exonération de la contribution forfaitaire à la charge des assurés applicable aux assurés sociaux indemnisés par l'Office national des victimes de l'amiante).	6	40	0
553	09.07	L'amendement n° 7019 de M. Vidalies à l'article 11 (article L. 322-4 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (exonération de la contribution forfaitaire à la charge des assurés applicable aux étudiants).	6	41	0
554	09.07	L'article 11 (articles L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1 et L. 432-1 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (création d'une contribution forfaitaire à la charge des assurés).	47	6	0
555	09.07	L'amendement n° 1060 de Mme Fraysse, les amendements n°s 1061 à 1071 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains et l'amendement n° 7020 de M. Jean-Marie Le Guen tendant à supprimer l'article 12 (articles L. 161-31, L. 162-4-3 et L. 162-21 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale).	6	42	0
556	10.07	L'amendement n° 3076 de Mme Fraysse et les amendements n°s 3077 à 3087 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 12 (article L. 161-31 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (garanties de contrôle des informations figurant sur la carte Vitale de l'assuré).	9	24	0
557	10.07	L'article 12 (articles L. 161-31, L. 162-4-3 et L. 132-21 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (accès des professionnels de santé aux informations détenues par les caisses d'assurance maladie et contrôle de l'utilisation de la carte Vitale).	27	11	0
558	10.07	L'article 13 (article L. 162-1-14 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (institution de pénalités financières en cas d'abus ou de fraude des professionnels, des établissements de santé et des assurés).	30	11	0
559	10.07	L'amendement n° 1084 de Mme Fraysse, les amendements n°s 1085 à 1095 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains et n° 7621 de Mme Billard tendant à supprimer l'article 14 (article L. 162-1-15 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail).	16	21	0
560	10.07	L'amendement n° 110 de la commission spéciale à l'article 14 (article L. 162-1-15 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (amendement rédactionnel).	35	1	0
561	10.07	L'article 14 (article L. 162-1-15 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (renforcement du contrôle des prescripteurs de transports ou d'arrêts de travail).	35	25	0
562	10.07	L'amendement n° 3292 de Mme Fraysse, les amendements n°s 3293 à 3303 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains et l'amendement n° 8387 de M. Jean-Marie Le Guen à l'article 15 (article L. 315-2 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression de l'information obligatoire de l'employeur par la caisse d'assurance maladie de la suspension des indemnités journalières de l'assuré).	15	39	0

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
563	10.07	L'article 15 (articles L. 315-2, L. 315-2-1 et L. 321-2 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (renforcement du contrôle des bénéficiaires d'indemnités journalières).	43	14	2
564	10.07	L'article 16 (article L. 133-4-1 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (institution d'une procédure de récupération d'indus auprès des assurés).	43	16	2
565	10.07	L'amendement n° 6966 de M. Bocquet après l'article 16 (article 162 du code de santé publique) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (établissements thermaux).	23	48	0
566	11.07	L'amendement n° 6609 de M. Jean-Marie Le Guen et les amendements n°s 6610 à 6623 des membres du groupe socialiste avant l'article 17 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (organisation d'une réunion semestrielle de la Conférence nationale sur la politique du médicament en vue de la diminution de la consommation de médicaments).	16	50	0
567	11.07	L'amendement n° 7623 de Mme Billard après l'article 17 (article L. 5121-1 du code de la santé publique) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (dénomination commune des molécules dans l'ordonnance des médecins).	30	55	0
568	11.07	L'amendement n° 7624 de Mme Billard à l'article 18 (article L. 162-17-8 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (limitation à la presse spécialisée de la publicité relative aux médicaments).	13	24	0
569	11.07	L'amendement n° 1216 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1217 à 1227 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains avant l'article 19 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (missions, composition et compétences du Conseil consultatif de l'assurance maladie).	24	61	0
570	11.07	L'amendement n° 1228 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1229 à 1239 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer l'article 19 (articles L. 161-37 à L. 161-44 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (création de la Haute autorité de santé).	31	68	0
571	11.07	L'amendement n° 3472 de Mme Fraysse et les amendements n°s 3473 à 3483 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 19 (articles L. 161-37 à L. 161-44 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression des dispositions relatives au statut, à la composition et aux compétences de la Haute autorité de santé).	26	59	0
572	11.07	L'amendement n° 3484 de Mme Fraysse et les amendements n°s 3485 à 3495 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer l'article 19 (articles L. 161-37 à L. 161-44 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (création de la Haute autorité de santé).	25	65	0
573	11.07	L'amendement n° 3496 de Mme Fraysse et les amendements n°s 3497 à 3507 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 19 (article L. 161-37 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression de la qualification d'autorité publique indépendante).	20	65	0
574	11.07	L'amendement n° 3508 de Mme Fraysse et les amendements n°s 3509 à 3519 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 19 (article L. 161-37 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression des dispositions relatives au statut et aux compétences de la Haute autorité de santé).	14	63	0
575	11.07	L'amendement n° 3520 rectifié de Mme Fraysse et les amendements n°s 3521 rectifié à 3531 rectifié des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains et l'amendement n° 7704 de Mme Billard à l'article 19 (article L. 161-37 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression d'une compétence de la Haute autorité de santé).	21	51	0
576	11.07	L'amendement n° 3532 de Mme Fraysse et les amendements n°s 3533 à 3543 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 19 (article L. 161-37 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression d'une compétence d'information de la Haute autorité de santé).	18	51	0
577	11.07	L'amendement n° 3544 de Mme Fraysse et les amendements n°s 3545 à 3555 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains et l'amendement n° 117 de la commission à l'article 19 (article L. 161-37 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression d'une compétence d'information de la Haute autorité de santé).	19	49	0

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
578	11.07	L'amendement n° 3556 de Mme Fraysse et les amendements n°s 3557 à 3567 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 19 (article L. 161-37 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (extension des compétences de la Haute autorité de santé).	12	38	0
579	11.07	L'article 19 (articles L. 161-37 à L. 161-44 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (création de la Haute autorité de santé).	44	12	2
580	12.07	L'amendement n° 7874 de M. Jean-Marie Le Guen à l'article 20 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (banque de données administratives et scientifiques relative aux médicaments).	12	28	0
581	12.07	L'amendement n° 8292 de la commission spéciale avant l'article 21 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (contrôle parlementaire de l'application des lois de financement de la sécurité sociale).	52	1	2
582	12.07	L'amendement n° 8476 de M. Dubernard avant l'article 21 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (création d'une mission d'évaluation et de contrôle au sein des commissions parlementaires saisies au fond du projet de loi de financement de la sécurité sociale).	50	5	0
583	12.07	L'amendement n° 7279 de M. Jean-Marie Le Guen et les amendements n°s 7280 à 7293 des membres du groupe socialiste avant l'article 21 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (création d'un office parlementaire de contrôle et de suivi de l'assurance maladie).	9	44	0
584	12.07	L'article 21 (article L. 111-11 du code de la sécurité sociale et article 31 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2003) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (association des caisses à la préparation du budget de l'assurance maladie).	45	13	0
585	12.07	L'article 22 (articles L. 114-1 et L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (création d'un comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie).	54	9	0
586	12.07	Le sous-amendement n° 8438 (2 ^e rectification) de la commission spéciale à l'amendement n° 8450 (2 ^e rectification) de M. Mallié à l'article 24 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (définition de la prise en charge des actes émergents par une convention entre l'Union nationale des caisses d'assurance maladie et l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé).	55	6	1
587	12.07	L'amendement n° 8450 (2 ^e rectification) sous-amendé de M. Mallié à l'article 24 (article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (conditions d'inscription à la nomenclature des actes et prestations).	51	3	0
588	12.07	L'amendement n° 1456 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1457 à 1467 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 25 (article L. 162-16-6 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (fixation du prix des médicaments par le Conseil national du médicament).	2	69	2
589	12.07	L'amendement n° 1468 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1469 à 1479 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 25 (article L. 162-17-3 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (fixation du prix des médicaments).	4	63	0
590	12.07	L'amendement n° 1480 rectifié de Mme Fraysse et les amendements n°s 1481 rectifié à 1491 rectifié des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 25 (article L. 162-17-3 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (composition du comité économique des produits de santé).	4	68	0
591	12.07	L'amendement n° 1540 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1541 à 1551 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 25 (article L. 162-38 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (motivations et conditions de fixation des prix des médicaments).	2	69	0
592	12.07	L'amendement n° 1552 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1553 à 1563 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 25 (article L. 165-2 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (fixation des tarifs de responsabilité des dispositifs médicaux inscrits sous forme de nom de marque ou de nom commercial et de ceux inscrits par description générique).	2	66	0
593	12.07	L'amendement n° 1564 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1565 à 1575 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 25 (article L. 165-3 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (règles de fixation par convention des prix des dispositifs médicaux et produits de santé).	4	68	0

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
594	12.07	L'amendement n° 1576 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1577 à 1587 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 25 (article L. 165-4 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé et du comité économique des produits de santé pour la fixation des prix et tarifs des dispositifs médicaux).	2	73	0
595	12.07	L'amendement n° 4606 de Mme Fraysse et les amendements n°s 4607 à 4617 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 25 (article L. 5126-4 du code de la santé publique) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression de la limitation de la compétence ministérielle de réglementation de la vente de médicaments par certains établissements de santé).	2	79	0
596	12.07	L'amendement n° 1612 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1613 à 1623 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains après l'article 25 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (exonération du paiement par les hôpitaux de la taxe sur les salaires).	2	61	0
597	12.07	L'amendement n° 1600 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1601 à 1611 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains après l'article 25 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (application aux établissements publics de santé de la baisse de la TVA concernant les travaux d'amélioration).	2	73	0
598	12.07	L'amendement n° 1588 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1589 à 1599 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains après l'article 25 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (abrogation de dispositions légales relatives au financement des établissements de santé et mise en œuvre de la tarification à l'activité).	2	71	0
599	12.07	L'amendement n° 1624 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1625 à 1635 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains après l'article 25 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (réouverture de la négociation collective relative à la réduction du temps de travail dans les établissements de santé).	2	62	0
600	12.07	L'amendement n° 3874 rectifié de la commission spéciale à l'article 26 (article L. 162-21-2 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (conseil de l'hospitalisation).	42	21	0
601	13.07	L'amendement n° 1648 de Mme Fraysse, les amendements n°s 1649 à 1659 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains et l'amendement n° 7503 de M. Prél tendant à supprimer l'article 27 (articles L. 162-22-18 du code de la sécurité sociale et L. 6115-4 du code de la santé publique) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (sanctions du non-respect des règles de tarification par les établissements de santé).	5	42	2
602	13.07	L'amendement n° 8247 repris par M. Brard après l'article 27 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (financement par les régimes obligatoires de base de l'assurance maladie de la rémunération des professionnels inscrits au code de la santé publique et de ceux collaborant avec les auxiliaires médicaux).	21	47	3
603	13.07	L'amendement n° 8419 de Mme Guinchard-Kunstler après l'article 27 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (financement par les régimes obligatoires de base de l'assurance maladie de la rémunération des professionnels inscrits au code de la santé publique et de ceux collaborant avec les auxiliaires médicaux).	19	48	0
604	13.07	L'amendement n° 8432 de M. Prél après l'article 27 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (financement par les régimes obligatoires de base de l'assurance maladie de la rémunération des professionnels inscrits au code de la santé publique et de ceux collaborant avec les auxiliaires médicaux).	25	42	0
605	15.07	L'amendement n° 8147 de M. Jean-Marie Le Guen à l'article 28 (article L. 162-15 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (extension des critères de refus des conventions).	20	71	0
606	15.07	L'amendement n° 7801 du Gouvernement à l'article 28 (article L. 162-14-2 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (engagement de négociations consécutif à l'entrée en vigueur du règlement arbitral, en cas de rupture de négociation ou d'opposition à la reconduction d'une convention).	72	22	0
607	15.07	L'amendement n° 62 rectifié repris par M. Gremetz à l'article 29 (article L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (implantation des médecins en fonction de l'importance de la population).	10	51	7

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
608	15.07	L'amendement n° 4714 de Mme Fraysse et les amendements n°s 4715 à 4725 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 29 (articles L. 162-12-3 et L. 162-12-10 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression de dispositions relatives au conventionnement de professionnels de santé).	12	59	8
609	15.07	L'amendement n° 1744 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1745 à 1755 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer l'article 30 (articles L. 221-2 à L. 221-4 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (réforme des instances dirigeantes de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés - CNAMTS).	10	84	3
610	15.07	L'amendement n° 1768 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1769 à 1779 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 30 (articles L. 221-2 à L. 221-4 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés).	10	59	0
611	15.07	L'amendement n° 4774 de Mme Fraysse et les amendements n°s 4775 à 4785 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 30 (article L. 221-3 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (maintien du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés).	10	72	1
612	15.07	L'amendement n° 7803 de M. Brard à l'article 30 (article L. 221-3 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (désignation par les organisations nationales de salariés et de représentants d'employeurs de représentants au conseil de la Caisse nationale d'assurance maladie).	6	63	2
613	16.07	L'amendement n° 4810 de Mme Fraysse et les amendements n°s 4811 à 4821 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 30 (article L. 221-3 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (missions du conseil de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs).	8	50	3
614	16.07	L'amendement n° 4834 de Mme Fraysse et les amendements n°s 4835 à 4844 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 30 (article L. 221-3 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (orientations de la convention d'objectifs et de gestion déterminées par le conseil de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés).	8	52	2
615	16.07	L'amendement n° 4882 de Mme Fraysse et les amendements n°s 4883 à 4893 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 30 (article L. 221-3 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (orientations d'organisation du réseau des organismes régionaux, locaux et de leurs groupements ou union déterminées par le conseil de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés).	8	50	1
616	16.07	L'amendement n° 7583 de Mme Billard à l'article 30 (article L. 221-3 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (avis conforme du conseil de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés).	13	55	1
617	16.07	L'amendement n° 7584 de Mme Billard à l'article 30 (article L. 221-3 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (opposition du conseil au directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés par un vote à la majorité simple).	14	54	0
618	16.07	Le sous-amendement n° 8485 du Gouvernement à l'amendement n° 6955 de M. Vitel à l'article 30 (article L. 221-3 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (avis favorable du conseil rendu à la majorité des deux tiers pour mettre fin aux fonctions du directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés).	56	10	0
619	16.07	L'amendement n° 6955 sous-amendé de M. Vitel à l'article 30 (article L. 221-3-1 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (proposition à la majorité des deux tiers du conseil de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés pour mettre fin aux fonctions du directeur général).	56	12	0
620	16.07	L'article 30 (articles L. 221-2 à L. 221-4 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (réforme des instances dirigeantes de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés - CNAMTS).	49	10	0

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
621	16.07	L'amendement n° 8231 repris par M. Jean-Marie Le Guen après l'article 30 (article L. 111-2-2 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (expérimentation de la délégation de la gestion du risque maladie à des organismes d'assurance, à des organismes mutualistes et à des institutions en charge d'un service de soins).	5	55	4
622	16.07	L'amendement n° 8232 repris par M. Jean-Marie Le Guen après l'article 30 (article L. 162-31-2 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (création d'un Conseil national de la délégation de l'assurance maladie).	3	51	4
623	16.07	L'amendement n° 5014 de Mme Fraysse et les amendements n°s 5015 à 5025 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 31 (article L. 182-2-7 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression des dispositions relatives aux ressources de l'Union des caisses d'assurance maladie).	8	48	2
624	16.07	L'amendement n° 5026 de Mme Fraysse et les amendements n°s 5027 à 5037 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 31 (article L. 182-3-1 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (suppression des dispositions relatives à l'Union nationale des organismes de protection sociale complémentaire).	6	48	4
625	16.07	L'amendement n° 3894 de la commission spéciale et l'amendement n° 7741 de M. Blessig à l'article 31 (article L. 182-3-1 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (participation de l'instance de gestion du régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle à l'Union nationale des organismes de protection sociale complémentaire).	56	4	2
626	16.07	L'amendement n° 7511 de M. Prél à l'article 31 (article L. 182-3-1 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (révocation du directeur de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie et de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés).	15	42	0
627	16.07	L'article 31 (articles L. 162-5, L. 162-5-12, L. 162-9, L. 162-12-2, L. 162-12-9, L. 162-12-17 à L. 162-12-20, L. 162-14, L. 162-15-4 et L. 162-32-1, articles L. 182-2-1 à L. 182-2-7 et article L. 182-3-1 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (création d'une Union nationale des caisses d'assurance maladie et d'une Union nationale des organismes de protection sociale complémentaire).	52	6	0
628	16.07	L'amendement n° 8486 du Gouvernement avant l'article 32 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (crédit d'impôt au titre des contrats d'assurance complémentaire de santé individuels).	41	8	2
629	19.07	L'amendement n° 5974 de Mme Fraysse et les amendements n°s 5975 à 5985 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains tendant à supprimer l'article 37 (article L. 162-47 [nouveau] du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (missions conjointes des agences régionales de l'hospitalisation et des unions régionales des caisses d'assurance maladie).	3	39	3
630	19.07	L'amendement n° 1804 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1805 à 1815 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains avant l'article 39 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (exonération des hôpitaux du paiement de la taxe sur les salaires).	6	35	0
631	19.07	L'amendement n° 7690 de Mme Billard avant l'article 39 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (création d'une contribution sociale sur la valeur ajoutée des entreprises).	11	50	0
632	19.07	L'amendement n° 1852 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1853 à 1863 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains avant l'article 39 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (définition et taux d'une contribution sur les revenus financiers des entreprises).	5	69	0
633	19.07	L'amendement n° 1828 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1829 à 1839 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains avant l'article 39 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (réforme des cotisations patronales visant à assurer la couverture des charges de prestations familiales).	4	55	0
634	19.07	L'amendement n° 1840 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1841 à 1851 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains avant l'article 39 du projet de loi relatif à l'assurance maladie (modulation du taux des cotisations sociales patronales applicable à chaque entreprise).	4	56	0

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
635	19.07	L'amendement n° 1960 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1961 à 1971 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains, l'amendement n° 6669 de M. Claeys et les amendements n°s 6670 à 6683 des membres du groupe socialiste et l'amendement n° 7598 de Mme Billard tendant à supprimer l'article 41 (articles L. 136-2, L. 136-7-1 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (dispositions relatives à la contribution sociale généralisée).	14	63	4
636	19.07	L'amendement n° 1984 de Mme Fraysse et les amendements n°s 1985 à 1995 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 41 (article L. 131-6-2 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (création d'une cotisation sociale additionnelle sur les dividendes distribués par les sociétés).	5	59	2
637	19.07	L'article 41 (articles L. 136-2, L. 136-7-1 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (dispositions relatives à la contribution sociale généralisée).	58	12	0
638	19.07	L'amendement n° 2032 de Mme Fraysse et les amendements n°s 2033 à 2043 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains à l'article 44 (article L. 245-13 du code de la sécurité sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (élévation à 15 % du taux de la cotisation additionnelle sur le chiffre d'affaires des entreprises).	14	73	0
639	19.07	L'amendement n° 2056 de Mme Fraysse et les amendements n°s 2057 à 2067 des membres du groupe des député-e-s communistes et républicains, l'amendement n° 6834 de M. Jean-Marie Le Guen et les amendements n°s 6835 à 6848 des membres du groupe socialiste et l'amendement n° 7626 de Mme Billard tendant à supprimer l'article 45 (articles 1 ^{er} , 2, 4, 7 et 14 à 18 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (remboursement de la dette sociale).	23	84	1
640	19.07	L'amendement n° 3921 rectifié de la commission spéciale à l'article 45 (articles 1 ^{er} , 2, 4, 7 et 14 à 19 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (prolongation de l'existence de la Caisse d'amortissement de la dette sociale - CADES).	14	69	2
641	19.07	L'article 45 (articles 1 ^{er} , 2, 4, 7 et 14 à 18 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale) du projet de loi relatif à l'assurance maladie (dette sociale).	85	23	0
642 (*)	20.07	L'ensemble du projet de loi relatif à l'assurance maladie.	358	195	15
643	21.07	L'amendement n° 5 de M. Balligand à l'article 1 ^{er} (article L.O. 1114-1 du code général des collectivités territoriales) du projet de loi organique pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (deuxième lecture) (retrait des ressources propres des communes des ressources destinées aux établissements publics de coopération intercommunale - EPCD).	22	71	0
644	21.07	L'article premier (article L.O. 1114-1 du code général des collectivités territoriales) du projet de loi organique pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (deuxième lecture) (définition de la notion de catégorie de collectivités territoriales).	65	23	0
645	21.07	L'amendement n° 10 de M. Bonrepaux après l'article premier du projet de loi organique pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (deuxième lecture) (principe de péréquation constitutif de l'autonomie financière des collectivités territoriales).	23	60	0
646	21.07	L'amendement n° 14 de M. Bonrepaux à l'article 2 (article L.O. 1114-2 du code général des collectivités territoriales) du projet de loi organique pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (deuxième lecture) (extension des éléments constitutifs des ressources propres des collectivités territoriales).	17	58	8
647	21.07	Les amendements n° 2 de M. de Courson et n° 11 de M. Migaud à l'article 2 (article L.O. 1114-2 du code général des collectivités territoriales) du projet de loi organique pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (deuxième lecture) (suppression de la détermination de la localisation de l'assiette ou du taux des impositions).	30	52	2
648	21.07	L'amendement n° 1 rectifié de la commission des lois à l'article 2 (article L.O. 1114-2 du code général des collectivités territoriales) du projet de loi organique pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (deuxième lecture) (dispositions relatives à la localisation de l'assiette et du taux des impositions).	77	18	2

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
649	21.07	L'amendement n° 17 de M. Bonrepaux à l'article 3 (article L.O.1114-3 du code général des collectivités territoriales) du projet de loi organique pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (deuxième lecture) (augmentation de l'effort budgétaire de l'État en faveur des collectivités territoriales).	9	30	0
650	21.07	L'amendement n° 35 de M. Bonrepaux après l'article 4 du projet de loi organique pris en application de l'article 72-2 de la Constitution relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales (deuxième lecture) (conditions d'augmentation de la taxe professionnelle).	17	62	0
651	23.07	L'amendement n° 1645 de M. Dosière et les amendements n°s 1646 à 1673 des membres du groupe socialiste avant l'article premier du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales (deuxième lecture) (subordination de la mise en oeuvre du transfert de compétences à la réforme des dotations de l'État aux collectivités territoriales).	12	48	0
653	30.07	L'amendement n° 3 du Gouvernement à l'article 14 A (article L. 2133-1 du code de la santé publique) du projet de loi relatif à la politique de santé publique (texte de la commission mixte paritaire) (diminution du montant de la contribution versée au profit de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé).	29	10	4

Annexe IX

Décisions du Conseil constitutionnel

A. – Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires (Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée nationale (Art. 86 et 143)	Président de l'Assemblée nationale 13.02.2004	2004-493 DC du 26.02.2004	29.10.2004	Conforme avec réserves
Loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française	Premier ministre 30.01.2004	2004-490 DC du 12.02.2004	02.03.2004	Partiellement contraire avec réserves
Résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat	Président du Sénat 11.05.2004	2004-495 DC du 18.05.2004	22.05.2004	Conforme avec réserves
Loi organique relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales	Premier ministre 22.07.2004	2004-500 DC du 29.07.2004	30.07.2004	Partiellement contraire avec réserves

B. – Conformité à la Constitution des lois ordinaires (Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Loi relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité	Plus de 60 députés 04.11.2003 Plus de 60 sénateurs 04.11.2003	2002-484 DC du 20.11.2003	27.11.2003	Partiellement contraire avec réserves
Loi modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile	Plus de 60 députés 25.11.2003 Plus de 60 sénateurs 25.11.2003	2002-485 DC du 04.12.2003	11.12.2003	Conforme avec réserves
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2004	Plus de 60 députés 02.12.2003	2003-486 DC du 11.12.2003	19.12.2003	Partiellement contraire
Loi portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité	Plus de 60 députés 15.12.2003	2002-487 DC du 18.12.2003	19.12.2003	Conforme
Loi de finances pour 2004	Plus de 60 députés 19.12.2003	2003-489 DC du 29.12.2003	31.12.2003	Partiellement contraire avec réserves
Loi de finances rectificative pour 2003	Plus de 60 députés 19.12.2003	2003-488 DC du 29.12.2003	31.12.2003	Partiellement contraire
Loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française	Plus de 60 députés 30.01.2004	2004-491 DC du 12.02.2004	02.03.2004	Conforme
Loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité	Plus de 60 députés 11.02.2004 Plus de 60 sénateurs 11.02.2004	2004-492 DC du 02.03.2004	10.03.2004	Partiellement contraire avec réserves
Loi relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social	Plus de 60 députés 13.04.2004	2004-494 DC du 29.04.2004	05.05.2004	Conforme
Loi pour la confiance dans l'économie numérique	Plus de 60 députés 18.05.2004 Plus de 60 sénateurs 19.05.2004	2004-496 DC du 10.06.2004	22.06.2004	Partiellement contraire avec réserves
Loi relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle	Plus de 60 députés 09.06.2004 Plus de 60 sénateurs 08.06.2004	2004-497 DC du 01.07.2004	10.07.2004	Conforme
Loi relative à la bioéthique	Plus de 60 députés 09.07.2004 Plus de 60 sénateurs 12.07.2004	2004-498 DC du 29.07.2004	07.08.2004	Conforme

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés	Plus de 60 députés 19.07.2004 Plus de 60 sénateurs 20.07.2004	2004-499 DC du 29.07.2004	07.08.2004	Partiellement contraire avec réserves
Loi relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières	Plus de 60 députés 27.07.2004 Plus de 60 sénateurs 27.07.2004	2004-501 DC du 05.08.2004	11.08.2004	Partiellement contraire
Loi pour le soutien à la consommation et à l'investissement	Plus de 60 députés 30.07.2004	2004-502 DC du 05.08.2004	11.08.2004	Conforme
Loi relative aux libertés et aux responsabilités locales	Plus de 60 députés 03.08.2004	2004-503 DC du 12.08.2004	17.08.2004	Partiellement contraire
Loi relative à l'assurance maladie	Plus de 60 députés 03.08.2004	2004-504 DC du 12.08.2004	17.08.2004	Conforme avec réserves

C. – Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative (Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Nature juridique de certaines dispositions résultant de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 ainsi que de certaines dispositions du code des assurances, du CGI, du code de la mutualité et du code de la sécurité sociale issues de cette loi	Premier ministre 30.01.2004	2004-196 L du 12.02.2004	18.02.2004	Domaine réglementaire
Nature juridique de dispositions restant en vigueur des articles 1120-2, 1121 et 1142-5 de l'ancien code rural et des mots : « du soixantième anniversaire de l'intéressé ou ultérieurement » figurant à l'article L. 732-39 du code rural	Premier ministre 17.05.2004	2004-197 L du 10.06.2004	13.06.2004	Domaine réglementaire

Déclarations du Gouvernement

Avec débat :

Date	Objet	Ministres
7 novembre 2003	Déclaration du Gouvernement sur la consultation des électeurs de Guadeloupe, de Martinique, de Saint-martin et de Saint-Barthélemy, en application de l'article 72-4 de la Constitution	Mme Brigitte Girardin (ministre de l'outre-mer)
18 novembre 2003	Déclaration du Gouvernement sur les stratégies ministérielles de réforme	M. Jean-Paul Delevoye (ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire)
2 décembre 2003	Déclaration du Gouvernement sur les rapatriés	M. Hamlaoui Mékachéra (secrétaire d'Etat aux anciens combattants)
20 janvier 2004	Déclaration du Gouvernement sur l'avenir de l'école	M. Luc Ferry (ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche) et M. Xavier Darcos (ministre délégué à l'enseignement scolaire)
15 avril 2004	Déclaration du Gouvernement sur l'énergie	M. Nicolas Sarkozy (ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie) et M. Patrick Devedjian (ministre délégué à l'industrie)
24 juin 2004	Débat d'orientation budgétaire	M. Nicolas Sarkozy (ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie) et M. Dominique Bussereau (secrétaire d'Etat au budget et à la réforme budgétaire)

Annexe XI

Engagements de responsabilité et censure

Engagement de responsabilité sur le vote d'un texte

Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution

Date	Texte	Suite de la procédure
23 juillet 2004	Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités locales (deuxième lecture, n° 1711)	Motion de censure déposée le jour même par M. Jean-Marc Ayrault et 124 membres de l'Assemblée Discussion et vote le 27 juillet 2004 : <ul style="list-style-type: none"> • Majorité requise : 289 • Pour l'adoption : 175

Motion de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution

Auteur	Dépôt	Discussion	Scrutin	
			Majorité requise	Suffrages obtenus
MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et 129 membres de l'Assemblée	27 février 2004	2 mars 2004	289	175

Annexe XII

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites

Annexe XII-1. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministres	Réponses aux questions	
	Questions au Gouvernement	Questions orales sans débat
Premier ministre : Jean-Pierre RAFFARIN	34	0
Affaires étrangères : Dominique de VILLEPIN, puis Michel BARNIER ⁽¹⁾	25	5
Affaires étrangères (SE) : Renaud MUSELIER	6	0
Affaires européennes : Noëlle LENOIR, puis Claudie HAIGNERÉ ⁽¹⁾	12	1
Affaires sociales, travail et solidarité : François FILLON ⁽²⁾	47	7
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales : Hervé GAYMARD ..	34	35
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales (SE) : Nicolas FORISSIER ⁽¹⁾⁽³⁾	3	0
Aménagement du territoire : Philippe BRIAND, puis Frédéric de SAINT-SERNIN ⁽¹⁾⁽³⁾	0	2
Anciens combattants : Hamlaoui MÉKACHÉRA	4	5
Assurance maladie : Xavier BERTRAND ⁽¹⁾	2	0
Budget et réforme budgétaire : Alain LAMBERT, puis Dominique BUSSEREAU	16	6
Commerce extérieur : François LOOS	5	0
Coopération : Pierre-André WILTZER, puis Xavier DARCOS ⁽¹⁾	8	0
Culture et communication : Jean-Jacques AILLAGON, puis Renaud DONNEDIEU de VABRES ⁽¹⁾	20	8
Défense : Michèle ALLIOT-MARIE	17	8
Développement durable : Tokia SAÏFI ⁽⁴⁾	2	0
Droits des victimes : Nicole GUEDJ ⁽¹⁾	3	0
Ecologie : Roselyne BACHELOT, puis Serge LEPELTIER ⁽¹⁾	20	21
Economie : Francis MER, puis Nicolas SARKOZY ⁽¹⁾	57	28
Education nationale : François FILLON ⁽¹⁾	10	19
Emploi : Jean-Louis BORLOO ⁽¹⁾	11	19
Enseignement scolaire : Xavier DARCOS ⁽²⁾	7	3
Équipement : Gilles de ROBIEN	48	48
Famille : Christian JACOB, puis Famille et Enfance : Marie-Josée ROIG ⁽¹⁾ ..	13	0
Fonction publique : Jean-Paul DELEVOYE, puis Renaud DUTREIL ⁽¹⁾ ..	11	7
Industrie : Nicole FONTAINE, puis Patrick DEVEDJIAN ⁽¹⁾	37	15
Insertion professionnelle des jeunes : Laurent HÉNARD ⁽¹⁾	2	0
Intégration et égalité des chances : Catherine VAUTRIN ⁽¹⁾	4	1
Intérieur : Nicolas SARKOZY, puis Dominique de VILLEPIN ⁽¹⁾	53	33
Intérieur (MD) : Jean-François COPÉ ⁽¹⁾	4	2
Jeunesse et éducation nationale : Luc FERRY ⁽²⁾	7	8
Jeunesse et sports : Jean-François LAMOUR ⁽¹⁾	6	4
Justice : Dominique PERBEN	36	15
Libertés locales : Patrick DEVEDJIAN ⁽²⁾	3	1
Logement : Marc-Philippe DAUBRESSE ⁽¹⁾	6	4
Outre-mer : Brigitte GIRARDIN	13	2
Parité et égalité professionnelle : Nicole AMELINE	14	0

Ministres	Réponses aux questions	
	Questions au Gouvernement	Questions orales sans débat
Personnes âgées : Hubert FALCO	15	5
Personnes handicapées : Marie-Thérèse BOISSEAU, puis Marie-Anne MONTCHAMP ⁽¹⁾	4	4
PME, commerce, artisanat professions libérales et consommation : Renaud DUTREIL, puis Christian JACOB ⁽¹⁾	7	7
Précarité et exclusion : Dominique VERSINI, puis Nelly OLIN ⁽¹⁾	6	1
Programmes immobiliers de la justice : Pierre BÉDIER, puis Nicole GUEDJ ^{(2) (5)}	2	0
Recherche : Claudie HAIGNERÉ, puis François d'AUBERT ⁽¹⁾	10	2
Réforme de l'Etat : Henri PLAGNOL, puis Eric WORTH ⁽¹⁾	5	0
Relations avec le Parlement : Jean-François COPÉ, puis Henri CUQ ⁽¹⁾	2	0
Relations du travail : Gérard LARCHER ⁽¹⁾	8	0
Santé : Jean-François MATTEI, puis Philippe DOUSTE-BLAZY ⁽¹⁾	63	64
Sports : Jean-François LAMOUR ⁽²⁾	6	2
Tourisme : Léon BERTRAND	2	2
Transports et mer : Dominique BUSSEREAU, puis François GOULARD ⁽¹⁾	11	8
Ville : Jean-Louis BORLOO ⁽²⁾	3	3
Total	744	405

(1) Remaniement ministériel du 31 mars 2004.

(2) Ministère ayant changé d'intitulé ou disparu de la structure ministérielle à la suite du remaniement ministériel du 31 mars 2004.

(3) Remaniement ministériel du 14 avril 2004.

(4) Ministère ayant disparu de la structure ministérielle à la suite de la cessation des fonctions de Mme Tokia Saïfi le 21 juin 2004.

(5) Remaniement ministériel du 22 janvier 2004.

Annexe XII-2. – Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre	61
Affaires étrangères	540
Affaires étrangères (SE)	6
Affaires européennes	248
Agriculture, alimentation et pêche	1 645
Agriculture, alimentation et pêche (SE).....	0
Aménagement du territoire	27
Anciens combattants	785
Assurance maladie	0
Budget	325
Commerce extérieur	42
Coopération et francophonie	56
Culture et communication	656
Défense	280
Droits des victimes	3
Ecologie	709
Economie	1 775
Education nationale	1 424
Emploi	1.103
Equipement	1 210
Famille et enfance	243
Fonction publique	478
Industrie	402
Insertion professionnelle des jeunes	114
Intégration et égalité des chances	9
Intérieur	1 123
Intérieur (MD)	5
Jeunesse et sports	346
Justice	769
Logement	143
Outre-mer	61
Parité	27
Personnes âgées	118
Personnes handicapées	200
PME, commerce, artisanat, professions libérales et consommation	523
Précarité et exclusion	82
Recherche	108
Réforme de l'Etat	28
Relations avec le Parlement	14
Relations du travail	260
Santé	2 493
Tourisme	61
Transports et mer	145
Total	18 647

